

Et maintenant, ils veulent faire les poches aux PAUVRES

Malgré les besoins flagrants de la population, patronat et gouvernement refusent d'augmenter salaires, pensions et autres allocations.

Plus fort encore, c'est aux plus précarisés qu'ils ont décidé de s'en prendre.

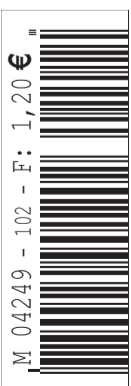


(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

La question des salaires, du pouvoir d'achat, est devenue pour la majorité des salariés, du privé comme du public, des chômeurs, des retraités, la préoccupation principale. Les fins de mois deviennent de plus en plus difficiles pour la majorité de la population. Les prix des produits de première nécessité, gonflés par la spéculation, n'en finissent plus d'augmenter comme ceux de l'énergie, du logement, du transport et des denrées alimentaires. En 2010, les légumes frais

ont augmenté de 11%, le fioul domestique de 23,2%. L'indice Insee des prix à la consommation a augmenté de 2% en un an, alors même qu'il minimise la hausse des dépenses d'une famille de salariés. Toutes les décisions et réformes du gouvernement aggravent cette situation: baisse des remboursements des dépenses de santé, de l'indemnisation des chômeurs, érosion des pensions des retraités... Cette politique, sans grande surprise, n'a fait qu'accroître les inégalités. Selon les derniers chiffres

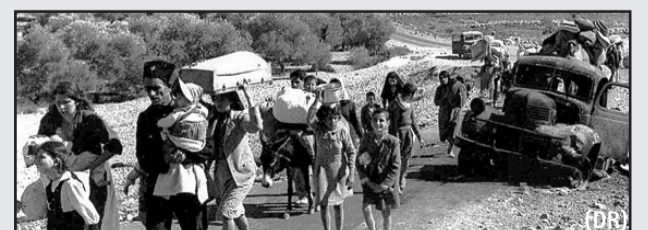
de l'Insee, les riches sont de plus en plus riches. Entre 1996 et 2008, les revenus du patrimoine ont augmenté de 11% par an. Pendant ce temps, les pauvres sont devenus de plus en plus pauvres! Depuis 2004, «le niveau de vie des personnes les plus modestes a cessé d'augmenter alors que celui des plus aisées a continué sa progression. Ce sont les privés d'emploi qui sont les plus touchés par la hausse de la pauvreté». 35% d'entre eux vivent avec moins de 950 euros par mois. **SUITE PAGE 2**



REGARDS
Entretien avec Thierry Daviaud, syndicaliste en grève. Page 2



ACTU
Des masques commencent à tomber
Page 3



ACTU
Le 15 mai, manifestation pour la Palestine
Page 5

Agenda

13 mai, Le Mai Daniel Bensaïd, Toulouse. Soirée «Mai 2011, comment ça va avec les révolutions?», organisée par Le Mai Daniel Bensaïd. Avec Wassim Azreg, Thomas Sommer, Hegoa Garay, El Comunero et la Seve RV à 20h30, salle du Sénéchal, Toulouse.

13 mai à 19 heures et 15 mai à 16h30, Lettres et révolutions. En présence de Flavia Castro, la réalisatrice de ce film sur la mort et l'histoire de son père Celso, combattant révolutionnaire dans l'Amérique latine des dictatures, et qui, réfugié à Paris, travaillait aux ronéos de la LCR (voir *Tout est à nous!* n°101). RV au Nouveau Latina, 20, rue du Temple, Paris 4^e.

14 mai, maternité, rassemblement, Decazeville. Pour conserver la maternité de l'hôpital de Decazeville (12), un rassemblement est appelé qui sera suivi d'une Nuit blanche pour l'hôpital. RV à partir de 17 heures, salle du Laminioir.

14 mai, D'ailleurs nous sommes d'ici, Vitry. Pour préparer la manif du 28 mai, le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici organise une action avec prises de parole et musique avec la fanfare Le Moulin à Vent. RV à partir de 11h30, place du Marché.

15 mai, Palestine, manif, Paris. L'intercollectif de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe appelle à une manifestation en solidarité avec le peuple palestinien. RV à 15 heures, place de la République. (lire aussi page 5).

16/17 mai, ITER, manif, Aix. RV à 18h30 à Aix-en-Provence devant l'hôtel du Roi-René, lundi 16 mai, et à 9h30 à l'entrée du site de Cadarache, où est basé le projet ITER, le mardi 17. (lire page 10)

18 mai, nucléaire, débat, Longlaville. Le NPA 54 organise un débat sur «Sortir du nucléaire, c'est urgent». RV à 20 heures à la Maison des Peuples de Longlaville, rue Politanski.

18 mai, débat, Dinan. Débat public proposé et animé par le comité NPA de Dinan, sur les thèmes «Sortir du nucléaire» et «Front national». RV à 20h30, mairie de Dinan, salle Duclos-Pinot, rue du Marchix.

19-28 mai, semaine anticoloniale, Paris. Jeudi 19 mai : Conférence «Liberté de circulation, un impératif éthique et social, quelles politiques?» avec Emmanuel Blanchard (Gisti, Migreurop). RV à 20 heures, mairie du 12^e (M^e Dugommier ou Montgallet). à suivre...

21-22 mai, G8/G20, manif, Le Havre. G8 dégage ! Tous au Havre. RV à 15 heures le 21 à la gare SNCF du Havre. Manifestation internationale, meeting et concert. De Paris, des départs en bus sont organisés. Deux formules possibles : aller-retour le samedi 21 mai (départ de Paris à 10 heures, retour du Havre 21 heures, arrivée Paris vers minuit) ou aller samedi 21 mai, départ de Paris à 10 heures, retour dimanche 22 mai à 16 heures, arrivée à Paris vers 19 heures.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

Ils veulent faire les poches aux pauvres...

SUITE DE LA PAGE 1

Mais cela semble encore trop pour le gouvernement puisque Laurent Wauquiez, ministre des Affaires européennes, propose de mettre fin «aux dérives de l'assistanat», de contraindre les «bénéficiaires» du RSA à cinq heures hebdomadaires de «service social» et de «plafonner le cumul des minimas sociaux». Développant ainsi un peu plus, un des thèmes de prédilection de l'UMP et du Medef, la lutte contre «l'assistanat» sous prétexte de la dette, de la crise. Et voulant ainsi mettre en place la même politique d'austérité contre les pauvres que l'ensemble des pays européens comme par exemple le Royaume-Uni où le gouvernement de David Cameron fait la chasse à la «culture de l'assistance» qui gangrènerait la société britannique. Depuis plus de deux ans, la dette publique est un prétexte en or pour les gouvernements comme pour le patronat pour attaquer l'ensemble de nos acquis et nous imposer des reculs sociaux. Mais cette dette publique a été creusée par les milliards versés aux banquiers, par les cadeaux fiscaux en tout genre pour les patrons, les actionnaires et les plus riches.

Face à cela, le bilan des négociations salariales 2011 est clair : les patrons sont vent debout pour bloquer les salaires ou ne donner que des augmentations dérisoires. Et l'État patron refuse toute augmentation des traitements des fonctionnaires pour 2011 et 2012. Leur argument tourne en boucle : c'est la crise, il n'y a pas d'argent. Cela n'empêche pas qu'entre 2008 et 2009, les dividendes versés aux actionnaires des entreprises marchandes ont été augmentés de 4 milliards pendant que, dans les mêmes entreprises les salaires ont été réduits de 7 milliards.

DE L'ARGENT, IL Y EN A

Depuis la crise de 2008, les patrons sont repartis à la course aux profits, mis à mal par la crise des banques et la récession. L'État a renfloué les banques à coup de centaines de milliards, puis imposé l'austérité au nom de la dette. Au total, les travailleurs passent trois fois à la caisse : comme contribuable, comme victime des coupes budgétaires et comme salariés subissant la perte de pouvoir d'achat. En clair, les entreprises et les actionnaires sont en train de se refaire une santé

sur notre dos. L'annonce des augmentations de salaires des patrons du CAC 40 en est un dernier exemple. Au total, en 2010, ces 40 patrons se sont partagé 93,3 millions d'euros. Soit l'équivalent du salaire annuel de plus de 6000 salariés payés au Smic.

Ce n'est pas l'argent qui manque pour augmenter l'ensemble des revenus de 300 euros net pour tous et toutes, pour qu'aucun revenu ni minima social ne soit inférieur à 1500 euros net, que l'on soit au chômage, en activité ou à la retraite. Il suffit de prendre l'argent où il est, c'est-à-dire dans les poches du patronat et non dans celles des pauvres. Pour cela, il faudra un sacré rapport de forces en faveur du monde du travail, c'est certain. Préparons-nous dès maintenant à un nouveau «tous ensemble», répandons l'idée autour de nous qu'il y en marre des bagarres isolées. Les patrons ne lâcheront rien sans qu'on leur fasse suffisamment peur. C'est bien un nouveau partage des richesses, imposé par nos luttes, que nous revendiquons.

Sandra Demarcq

regards

Propos recueillis par Paolo Gilardi

La Maison de Vessy : seule la grève est vraie !

Après une suspension de quinze jours pour négocier, la grève a repris à la Maison de Vessy, EMS¹ de la campagne genevoise. À plusieurs titres, c'est une grève emblématique. Et exemplaire ! Entretien avec Thierry Daviaud², l'un de ses principaux animateurs, délégué du SSP-vpod.

Pourquoi cette grève ?

La décision de la direction de Vessy de nous faire payer les places de parking³ a mis le feu aux poudres. Mais au-delà du refus de cette avanée – une ponction sur les salaires camouflée en souci environnemental –, c'est la place des salariés dans l'entreprise qui est posée par la grève. C'est un personnel humilié, nié dans son existence, qui devient protagoniste sur le lieu de travail. Contre la sauvagerie managériale, c'est par la grève qu'on existe.

En clair, cela signifie ?

Tu sais, faire grève n'est pas si simple. C'est chargé d'angoisse. Mais à un moment, on n'en peut plus. En tant que salarié tu n'as plus le droit d'avoir un corps qui souffre, d'être malade : immédiatement tu es soupçonné de tricher. Récemment, une collègue s'est évanouie au boulot. On a dû la transférer en ambulance à l'hôpital. Pendant son arrêt de travail, le chef l'a soupçonnée d'avoir simulé et l'a envoyée devant le médecin conseil ! Ta vie privée, ta santé ne comptent pas. Seule compte ta disponibilité pour la boîte. Et puis, il y a la schizophrénie que nous impose notre employeur : on veut offrir un service public de qualité mais les moyens manquent. Nous, on trime pendant que nos cadres sup' réfléchissent en séminaire dans les bulles d'Ovronnaz...

Mais pourquoi maintenant ?

Il y a la combinaison entre la question des parkings – on vient tous de loin, à 20, 30 ou 40 km d'ici – et le travail de présence syndicale durant des années. Ici, les salariées – il s'agit d'une majorité de femmes – ont compris que le respect est un droit et qu'on peut se révolter si on ne se sent pas respecté. Mais la grève n'aurait pas été possible sans le travail des délégués syndicaux. AG après AG, on a

donné au personnel les outils pour comprendre sa situation, pour capter qu'on peut s'opposer à l'autorité, au patron. Cela a ouvert le champ du possible. Et là, avec la grève, il y a aussi un aspect de revanche sociale très fort : pour nous, grévistes, c'est l'occasion, une fois dans la vie, de se payer un patron !

Cela dit, la grève reste minoritaire...

Oui, mais tiens compte du contexte de terreur imposé par la direction. Elle a appelé les gens chez eux, les menaçant de licenciement. Des plaintes pénales ont été déposées. Le climat est tel que les non-grévistes n'osent pas nous adresser la parole. Et quand on sait que la plupart des gens bénéficient de contrats à durée déterminée, on peut comprendre qu'ils aient le trouillomètre à zéro. Le non-respect par l'État de ses propres règlements – la transformation des CDD en CDI – nous précarise salement : c'est un moyen pour nous soumettre. Or, par la grève, même minoritaire, nous prenons la mesure de notre force au-delà des divisions.

Tu veux parler des frontaliers ?

Tu vois, la grève permet de cerner les enjeux, de ne pas se tromper d'ennemi. Ici, la majorité habite le canton, mais c'est la volonté commune de déboulonner le patron qui nous unit, quels que soient nos statuts, nationalités ou le côté de la frontière où l'on habite. C'est à travers la grève que nous nous constituons en classe.

D'un coup, tout va très vite ?

Toutes ces heures à discuter avec l'un ou l'autre : c'était souvent désespérant. Et puis, soudain, voilà la grève, un révélateur absolu. Elle fait tomber les masques. Des aides-soignantes font grève pour se faire respecter. Le patron, lui, il envoie les flics ! Tout devient clair.

Désormais, il y aura un avant et un après la grève. Avant, le patron pouvait se la jouer paternaliste, humain. La grève l'a révélé pour ce qu'il est. Et il ne pourra désormais plus faire le bon et le mauvais temps, parce que la grève ça aura été aussi l'irruption du personnel dans les affaires de l'entreprise.



1. Établissement médico-social accueillant des personnes âgées.
2. Travailleur frontalier, Thierry Daviaud est aussi membre actif du NPA. Le SSP-vpod est le syndicat suisse des services publics.
3. Les grévistes refusent de payer 60 euros par mois pour pouvoir se parquer en rase campagne à un endroit très mal desservi par les transports publics. Elles exigent la reconnaissance du syndicat des services publics, le SSP-vpod, comme organisation représentative du personnel, de bénéficier des mêmes indemnités que les autres travailleuses de la santé : prime de gériatrie et pour horaires atypiques. Par ailleurs, les déléguées «de gauche», à savoir membres du PS, des Verts et de solidarité dans le conseil d'administration de cet établissement public se sont opposées aux revendications des grévistes et, alors que la grève a commencé le 7 mars, leurs partis ont enfin décidé de soutenir les grévistes : le PS le 29 avril, les Verts le 1^{er} mai et solidaritéS, le 5 mai.

Des masques commencent à tomber

Face aux peuples du Maghreb et du Machrek qui continuent de se battre pour leurs droits, la répression s'organise.

Parce que les peuples qui ont commencé à espérer sont têtus et exigeants, la situation devient beaucoup plus dure et tendue dans le monde arabe en révolution. En Syrie, l'armée et les forces de sécurité organisent le ratissage méthodique des fiefs de la contestation, multipliant arrestations et tortures. Au Yémen, les forces de sécurité et de l'armée ont tué trois manifestants ce dimanche. Au Bahreïn, le procès de figures de l'opposition a commencé. Ils risquent la peine de mort.

Mais les masques commencent aussi à tomber du côté des forces qui se sont prétendues au côté du peuple dans la première phase des révolutions. En Tunisie, le gouvernement provisoire a rétabli le couvre-feu tandis que l'armée réprimait les manifestations de jeunes exigeant la poursuite de la révolution. En Égypte, où l'armée a interdit les grèves et les manifestations, des violences contre les copes ont repris, rappelant les moyens utilisés par le régime de Moubarak pour diviser la population.

Et les masques tombent aussi sur les prétentions démocratiques et humanitaires de nos gouvernants de ce côté de la Méditerranée. Selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, plusieurs centaines de réfugiés, principalement libyens, égyptiens et tunisiens sont morts en tentant de traverser la Méditerranée et de déjouer les dispositifs de contrôle. Les régimes occidentaux qui prétendent intervenir militairement en Libye pour sauver la population sont donc directement responsables d'autant de morts qu'en ont fait les dictateurs.

Le quotidien britannique, *The*

Guardian a mis directement en cause l'armée de l'Otan en Méditerranée, citant le porte-avions français *Charles-de-Gaulle*, qui aurait délibérément ignoré un bateau en détresse, entraînant la mort de 61 réfugiés, dont des enfants.

Le ministre raciste de l'Intérieur, Claude Guéant, ne le cède en rien aux régimes contestés dans la chasse qu'il a entreprise contre les jeunes migrants tunisiens qui ont décidé qu'une des premières libertés à utiliser était celle de circuler. Alors que les forces de gauche ne se bousculent pas pour défendre les jeunes Tunisiens réprimés de Nice, Marseille à Paris, c'est la mairie de Paris qui a ordonné leur expulsion violente d'un lieu qu'ils occupaient début mai.

Parlant de la Tunisie, l'écrivain Taoufik Ben Brik dit : « Cette révolution a été voulue par le peuple, mais aussi par une frange du régime pour laquelle Ben Ali était devenu un grain de sable dans la mécanique du système. Avec ce peuple qui a pris la parole, ce n'est plus un grain de sable qui enrave la machine, c'est une pierre. »

C'est là le ressort de l'évolution de la situation. Dans cette deuxième phase de la révolution c'est la nature même des systèmes en place qui est en jeu. D'où le durcissement.

La révolution jusqu'au bout

Certaines couches de la population et certaines forces en Tunisie et en Égypte mais aussi les gouvernements occidentaux ont décidé d'enfourcher les mouvements de contestation. Dans le meilleur des cas, il s'agissait de changer une partie des personnels en



Place Tahrir, Le Caire, 1^{er} Mai 2011. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

place trop ouvertement corrompus ou dont les exigences étaient devenues des obstacles. Il s'agissait aussi de canaliser des mouvements populaires impossibles à stopper par la simple répression. Mais les exigences populaires qui ont donné naissance à la révolution ne peuvent se satisfaire de simples ravalements de façade. Pour les jeunes sans emploi, pour les travailleurs pauvres, pour les femmes, les transformations nécessaires doivent être beaucoup plus profondes. C'est pour cela que les manifestations ont repris en Tunisie et en Égypte. C'est aussi pour cela que les concessions faites par le régime au Maroc, qui semblaient inespérées il y a encore quelques mois, ne suffisent plus aux jeunes qui

continuent de manifester. L'espoir soulevé dans toute la région explique aussi l'héroïsme des jeunes et des femmes en Syrie ou au Yémen, qui malgré la répression terrible, continuent de manifester.

Cette fois la révolution se trouve face à ses faux amis d'hier qui louaient sa modération et son pacifisme mais qui n'hésitent pas aujourd'hui à utiliser la force et la répression. Des deux côtés de la Méditerranée, ce dont la révolution arabe a le plus besoin aujourd'hui, c'est d'une solidarité de classe qui se moque des frontières et se bat pied à pied contre le racisme et toutes les divisions.

Denis Godard



Par Yvan Lemaitre

LA POLITIQUE DU BOUC ÉMISSAIRE

Laurent Wauquiez, ministre des Affaires européennes, jeune loup de l'UMP, se revendique de la droite dite sociale. Il fait partie de ces bonnes âmes qui se scandalisent des maigres droits concédés aux plus pauvres, « la principale injustice dans notre pays ». Il part en guerre contre les « dérives de l'assistanat » et vient de proposer d'imposer cinq heures de « travail social » aux bénéficiaires du RSA et de limiter à 75% du Smic le cumul de tous les minima sociaux. Au titre du RSA, une personne seule touche 466 euros net par mois, voilà ce qui scandalise Wauquiez et ses amis. Dans son zèle à stigmatiser les victimes de la politique des riches, il n'est pas gêné de vouloir maintenir sous le seuil de pauvreté les 8 millions de personnes qui vivent avec moins de 950 euros par mois. Voilà pour ces larbins des riches le scandale, l'injustice ! Il voudrait ainsi désigner les plus démunis à la vindicte populaire, diviser les victimes de la politique du gouvernement entièrement dévoué aux classes possédantes. Il fait la leçon aux plus pauvres pour mieux masquer le véritable scandale des inégalités qui ne cessent de s'aggraver, du chômage, de la politique de l'État qui est un des principaux licenciés, entretient la précarité, subventionne le patronat, organise la hausse des prix. Face au mécontentement croissant, il voudrait trouver des boucs émissaires.

Et non content de s'en prendre avec bassesse et cynisme aux plus démunis, Wauquiez attaque dans la foulée les étrangers accusés de profiter indûment d'avantages sociaux. Dans la même veine, Claude Goasguen, député-maire UMP du 16^e arrondissement de Paris, dans une interview au quotidien *la Croix*, s'en prend aux binosaux qu'il veut contraindre à « choisir entre deux nationalités » ou aller « vers une limitation de leurs droits politiques ». Tout est bon à ces démagogues pétris de préjugés réactionnaires, du mépris de ce qui n'est pas leur petit monde de privilégiés, pour tenter de trouver des exutoires à la colère de la population. Ils ne font que l'attiser, la concentrer sur eux.

leur monde

Vive l'Europe ! Les dirigeants de « notre » pays, gouvernement, patrons, hommes et femmes politiques, de l'UMP au PS, ne cessent de nous le répéter : la privatisation de la santé ? C'est l'Europe qui l'exige ! La privatisation de l'éducation ? L'Europe !

La concurrence libre et non-fauscée ? L'Europe, ma bonne dame, encore et toujours... En oubliant de préciser que l'Europe n'est rien d'autre que la réunion des différents gouvernements.

Eh bien pour une fois, l'Europe, par le biais de la Cour de justice de l'Union européenne, a pris une décision que nous ne pouvons que soutenir. En effet, par un arrêt du 28 avril, elle a interdit l'incarcération d'un étranger au seul motif qu'il était sans papiers. Il est vrai que cette décision visait directement l'Italie et non pas la France. Ce que s'est empressé de préciser le ministre de l'Intérieur et du Racisme, Claude

Guéant, soudain paniqué à l'idée de ne plus pouvoir donner à ses troupes l'objectif de remplir les prisons de sans-papiers. Ainsi, interrogé par l'AFP sur les conséquences de la décision, il répondait qu'elle visait « directement une réglementation italienne » : « À ce stade de notre analyse, le dispositif existant en droit français est suffisamment différent pour qu'on n'ait pas la même interprétation sur la signification de cet arrêt », a indiqué le ministère de l'Intérieur.

Explications : en Italie, « la peine d'emprisonnement existe pour le simple fait de rester (sur le territoire) en séjour irrégulier. En France, elle ne vise que le refus d'être reconduit à une frontière ». Une telle « soustraction à une mesure d'éloignement constitue un comportement délibéré de fuite, de rébellion », et c'est cette « fuite », cette « rébellion » qui sont pénalisées. Eh bien voilà, bande d'incultes qui n'avaient pas

vu la nuance entre les deux législations... Manque de bol pour super-Guéant, certains juges sont tout aussi hermétiques aux nuances que les défenseurs des sans-papiers et en général de la liberté des êtres humains à circuler au même titre que les marchandises (qui elles, ne connaissent pas de frontières !). Ainsi, le 5 mai, un juge de la liberté et de la détention avait relâché un Tchétchène en se fondant sur la décision de la Cour. Ouh le vilain juge ! Qu'à cela ne tienne, le parquet saisit la cour d'appel en référé dès le lendemain. Et là, re-pas de bol, la cour d'appel confirme. Elle va même plus loin, elle motive son arrêt de sorte qu'il puisse faire jurisprudence et donne un mode d'emploi en cas d'interpellation : « En présence d'un étranger soupçonné de séjour irrégulier, son identité peut être contrôlée, pour ce faire, les services de police peuvent le retenir seulement pendant quatre heures, ce délai étant

suffisant à l'autorité administrative pour prendre toute décision utile à son éloignement. Plus de quatre heures obligerait à basculer en garde à vue, garde à vue qui serait donc illégale. » On ne peut que se féliciter de l'arrêt de la cour d'appel de Nîmes. On imagine que Guéant, Sarkozy, Hortefeux et tous leurs amis, grands humanistes comme eux, sont en train de manger leur chapeau et nous concoctent une nouvelle analyse de l'arrêt européen qui leur permettrait de ne pas l'appliquer.

En attendant une décision de la Cour de cassation qui va quand même avoir du mal à motiver un arrêt en sens inverse, les sans-papiers vont pouvoir respirer un peu.

C'est pas de notre faute, monsieur Géant... c'est l'Europe !

en bref

Répression antisyndicale à la SNCF

Dans la droite ligne de la politique répressive et antisociale menée par le gouvernement et le patronat, la direction de la SNCF a mis en place une véritable politique de répression antisyndicale. À la suite du licenciement scandaleux de Fabien Malvaud, militant syndical du Technicentre de l'Ourcq qui a mené une grève de plus d'un mois en fin d'année 2010, une manifestation avait été organisée le 22 mars, gare de l'Est. 200 cheminots y ont participé et ont bruyamment protesté contre ce licenciement injuste. Parmi les présents, une seule procédure disciplinaire a été engagée à l'encontre de Guy, un des militants SUD Rail : la direction, revancharde, a donc décidé de faire un exemple. Personne n'est dupe de la stratégie employée par la direction qui consiste, à travers ce nouveau cas de répression antisyndicale, à faire peur, à faire

taire et à décourager les militants qui luttent et dérangent les patrons. Les accusations portées par la direction de la SNCF sont très graves et peuvent conduire à infliger une très lourde sanction à Guy : envahissement et entrave à la réunion du CE, insultes, menaces et séquestration. Ce n'est pas la première fois que la direction de la SNCF utilise le mensonge pour sanctionner injustement des cheminots : c'est une habitude dans ce qui devient la caricature d'une justice de classe. Guy est convoqué à un entretien disciplinaire le jeudi 12 mai à 15 heures : un rassemblement de soutien organisé par son syndicat aura lieu à 14 heures, place de Budapest, à côté de la gare Saint-Lazare. Une pétition de soutien a déjà recueilli plus de 500 signatures. La réussite de ce rassemblement sera la preuve que les cheminots ne comptent pas se laisser

mater par une direction de plus en plus à l'offensive. Car tout le monde a bien compris qu'en s'attaquant aux militants qui résistent, les patrons s'attaquent à toutes celles et tous ceux qui luttent. C'est aussi ça, la lutte des classes.

Hôpital Mondor à Créteil : la lutte a payé !

Enfin une victoire ! Enfin de bonnes nouvelles ! Pour le moment, l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne) ne verra pas son service de chirurgie cardiaque fermé. Au mois de juin 2010, l'ARS décidait de fermer un des quatre sites de chirurgie cardiaque de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) : Bichat, hôpital européen Georges-Pompidou, Pitié-Salpêtrière et Mondor. Mondor était ainsi visé. L'intersyndicale avait commencé à interpeller les personnels, les médecins, les usagers, les élus. Une coordination de défense de l'hôpital s'est créée (avec la participation du NPA) et des

manifestations puis des rassemblements ont été organisés, demandant à la direction de l'AP-HP et à l'Agence régionale de santé (ARS) d'annuler leur décision. 40 000 personnes ont signé une pétition de soutien qui a été déposée au ministère de la Santé. Plusieurs élus ont interpellé le gouvernement (y compris des élus UMP !), notamment des maires des communes alentours. Leur inquiétude se comprend car on supprimait ainsi l'offre de soin en chirurgie cardiaque de 1 550 000 personnes (correspondant aux départements 93, 94, 77, 91). Après un an de combat, Xavier Bertrand vient enfin de suspendre cette décision et annonce un moratoire sur la chirurgie cardiaque de l'Île-de-France. Gardons les pieds sur terre, il s'agit d'une suspension, pas d'un retrait, mais c'est tout de même une bataille durement gagnée.

FOOTBALL
Laurent
lave plus Blanc

Qu'on aime le football ou pas, on ne peut rester indifférent au débat ayant surgi après les propos tenus le 8 novembre dernier, au cours d'une réunion de la Fédération française de football (FFF). Il est donc proposé de mettre en place un système de quotas à l'entrée des centres de formation, pour diminuer le nombre de joueurs possédant une double nationalité. Débat ayant tourné aux pires clichés xénophobes et racistes, et en cela inscrit pleinement dans le climat nauséabond instauré depuis un certain temps par la Sarkozye au pouvoir Premier « problème » soulevé par ces messieurs : il y aurait un souci avec les jeunes possédant une double nationalité, que l'on forme dès l'âge de 12 ans, pour lesquels de l'argent est dépensé, et qui partiraient ensuite en masse dans d'autres équipes que la France une fois arrivés à l'âge d'être sélectionnés. Il y aurait 45% de binationaux dans les centres de formations fédéraux, le directeur technique national, François Blaquart, soutenu par Laurent Blanc, suggère donc d'imposer de manière officielle un quota de 30% de binationaux au maximum.

Mais, pour citer François Blaquart : « Attention, il ne faut pas que cela soit dit, il faut que ça reste secret. » Ce qui montre clairement que ces tristes sires avaient conscience de leurs propos, contrairement à ce que la « belle famille du football » prétend en s'acharnant à les défendre.

C'est d'emblée un faux débat : c'est oublier qu'on ne peut pas demander à un gamin de 12 ans de choisir pour qui il jouera dix ans plus tard.

Il ne faut pas non plus oublier que les centres de formation « forment » ces jeunes à être des « bœufs », obéissants, individualistes, et n'ayant d'autre horizon que l'argent. Quant à leur éducation, elle est réduite au minimum. Dans le monde du football professionnel, clairement inscrit dans le cadre de l'économie capitaliste, on n'hésite pas à aller chercher des jeunes dans les pays pauvres, dont une majorité se retrouvent sur le carreau car, à la fin, ils ne font pas « l'affaire ». Quant aux autres, ils vont là où ils ont la possibilité de jouer. Faux débat donc, et pour lequel on propose une solution clairement discriminatoire.

Pour ce qui est du deuxième « problème », c'est là que les choses partent dans un délire raciste et ethniciste, digne des pires clichés naturalistes du XIX^e siècle. Dixit Laurent « lave plus » Blanc : « Qu'est-ce qu'il y a actuellement comme grands, costauds, puissants ? Les blacks. Et c'est comme ça. C'est un fait actuel. Dieu sait que dans les centres de formation, dans les écoles de football, ben y en a beaucoup. Je crois qu'il faut recentrer, surtout pour des garçons de 13-14 ans, 12-13 ans, avoir d'autres critères, modifiés avec notre propre culture. Les Espagnols, ils m'ont dit : "Nous, on n'a pas de problème. Nous, des Blacks, on n'en a pas" » : À vomir ! Nous tenons à saluer les quelques réactions, venant du monde du football, condamnant clairement ces propos.

La meilleure réponse à apporter à ce climat, ce sont les mobilisations unitaires contre le racisme, en participant massivement à la journée du 28 mai, dans le cadre du collectif D'ailleurs nous sommes d'ici. Le NPA y prendra toute sa place.

Miguel Ségué, Yoann Henriot



Paris, 26 juin 2010, marche des fiertés. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO)

Journée mondiale de lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie
Nos désirs font désordre !

Depuis quelques années, le 17 mai est une journée consacrée à la sensibilisation contre les violences homophobes et transphobes.

Homophobie, lesbophobie et transphobie désignent toutes les manifestations de mépris, rejet, et haine envers des personnes, des pratiques ou des représentations homosexuelles ou supposées l'être. L'homophobie est donc avant tout un rejet de la différence, au même titre que la xénophobie, le racisme, le sexisme, les discriminations sociales, les croyances religieuses... Quant à la transphobie, elle désigne les formes de discrimination visant les personnes transsexuelles ou transgenres. Des formes les plus « banalisées » du quotidien (moqueries, injures dans les cours d'école ou les stades...) aux agressions physiques plus violentes, voire meurtrières, l'homophobie demeure bien présente dans notre société, malgré une tolérance de façade dont s'accommode parfaitement la société capitaliste et marchande.

Ainsi, le rapport annuel publié en 2010 par l'association SOS-Homophobie fait état, malgré la législation du 18 mars 2003 sanctionnant le caractère aggravant des violences liées à l'orientation sexuelle, d'une forte augmentation des témoignages de personnes ayant été

agressées. De même, les effets psychologiques et sociaux de l'homophobie vécue au quotidien au travail, en famille, ou sur internet sont toujours aussi présents... Pire, agissant comme un espace de dévouloir anonyme, internet est devenu en 2009 le premier motif d'interpellation de l'association !

Des raisons d'être optimistes ?

Faut-il voir dans la récente autorisation de la manifestation de la Gay Pride, le 28 mai prochain à Moscou, concédée par les autorités municipales, un signe d'amélioration sur le plan international ?

Il faut surtout considérer l'action des militantEs russes qui se battent depuis cinq ans pour obtenir ce droit. Ce pays tristement connu pour les violences que suscite chaque année la manifestation des fiertés LGBT (lesbiennes, gays, bi et trans) vient de voir son appel devant la Cour européenne des droits de l'homme rejeté ; la Cour a ainsi confirmé sa décision du mois d'octobre dernier qui stipulait qu'interdire de telles manifestations constituait une discrimination et une atteinte au droit de réunion. Cependant, de manière générale,

la justice reste une réponse imparfaite et les procédures, même en France, sont difficiles à mettre en œuvre pour faire reconnaître le caractère homophobe des agressions. Même si en janvier dernier, le verdict du procès des agresseurs de Bruno Weil, rebaptisé à l'occasion « le procès de l'homophobie », s'est traduit par des peines exemplaires, les condamnations restent encore trop rares, notamment pour le fait de propos discriminatoires sur internet. Le prochain rapport de l'association, publié à la mi-mai, nous permettra-t-il de nuancer ce pessimisme ?

« Fécondité de la colère »

Cette année, le thème de la journée de lutte contre l'homophobie 2011 est « Couple de même sexe : une histoire d'amour ». Une réalité certes, mais semble-t-il un peu consensuelle et individualiste... Face aux constats évoqués plus haut, Jacques Fortin, dans son dernier ouvrage *L'homosexualité est-elle soluble dans le conformisme ?*, en appelle à la « fécondité de la colère » : « salutaire et frémissante, elle saura libérer nos énergies personnelles et collectives ». En effet, les oppressions vécues

par les personnes LGBTI ont toutes en commun d'être politiques, de s'appuyer sur des systèmes de domination hétéro-patriarcale et capitaliste dont elles sont tout à la fois les conséquences et les instruments. Ces oppressions n'ont donc rien d'inévitables. Elles appellent la construction de résistances et de luttes collectives.

Aussi, si ces luttes concernent au premier chef les lesbiennes, les gays, les bissexuelLEs et les trans, elles concernent également l'émancipation de chacunE, homos comme hétéros : nous luttons contre l'idée d'une « nature » des genres et des sexualités, qui fixe et enferme les désirs et les aspirations de tous et toutes. Alors, plutôt que de se fondre dans un conformisme amoureux consensuel et fausement tolérant, revendiquons, avec subversion, contre la droite et l'ordre moral, que nos désirs et nos amours font désordre ! Pour conquérir de nouveaux droits, pour une société débarrassée de toute aliénation, de toute discrimination.

Commission LGBTI

1. Textuel, 2010



Élimination de Ben Laden, Obama dans les pas de Bush...

« Justice est faite » s'est exclamé Obama en annonçant le 1^{er} mai devant toutes les télévisions du monde qu'Oussama Ben Laden avait été tué d'une balle dans la tête par un commando américain au Pakistan. Le corps a été jeté à la mer, les photos de la dépouille sont secret défense... Il s'agit là de la vengeance érigée en politique d'État, la loi du talion.

Bush s'est empressé de se réjouir de cette « victoire pour l'Amérique », Sarkozy a salué un « événement majeur de la lutte mondiale contre le terrorisme », alors que le ministre des Affaires étrangères italien vantait « la victoire du bien contre le mal » et qu'Angela Merkel se réjouissait... La grandiloquence des propos est pour le moins ridicule et dérisoire venant de la plus grande puissance mondiale et de ses alliés auxquels il aura fallu dix ans pour venir à bout de l'homme jugé responsable des attentats du 11 septembre 2001. Les dirigeants des grands États ne sont pas aveuglés par leur propre propagande au point de croire un seul instant que la mort de Ben Laden puisse enrayer la révolte et la violence qu'engendre leur propre politique. Elles connaissent bien les causes et les mécanismes à la source du terrorisme dont elles sont largement responsables. L'objectif de la liquidation de Ben Laden est ailleurs, c'est un acte de propagande tant à usage intérieur qu'international.

UNE CRÉATURE DE L'IMPÉRIALISME

Il ne s'agit pas de verser la moindre larme sur Ben Laden. Les attentats du 11 septembre contre le World Trade Center à New York ne servaient en rien les intérêts des peuples opprimés. Bien au contraire, ils donnaient des armes à l'impérialisme pour justifier sa politique militariste, donner une crédibilité au mythe du choc des civilisations. Ils témoignaient du mépris de Ben Laden et d'Al Quaida pour la vie des hommes, un mépris tout aussi grand que celui des États qu'ils prétendaient combattre. Ben Laden n'était-il pas d'ailleurs leur créature? Enfant de la bourgeoisie, il

fréquente les milieux intégristes et fait ses premiers pas dans le terrorisme sous la houlette des services secrets américains en Arabie saoudite. Il se met à leur service aux côtés des talibans contre les armées de l'URSS qui occupent alors l'Afghanistan. Après la guerre du Golfe et l'envoi massif de troupes américaines en Arabie saoudite, il se retourne contre ses anciens maîtres utilisant ce qu'ils lui avaient appris. Celui que les soldats américains ont tué n'était sans doute plus qu'un mythe entretenu par les agences de propagande impérialistes.

UNE VICTOIRE POUR OBAMA, PAS POUR LES PEUPLES

L'opération décidée et dirigée par Obama, nommée de façon provocatrice « Geronimo » lui vaut une nouvelle popularité. En difficulté à cause de sa politique économique au service des banques et de la finance contre la population, sa « victoire » lui donne un nouveau soutien populaire. Mais à quel prix? Lui qui avait représenté la rupture avec la guerre de civilisations de Bush et la propagande contre l'axe du mal se retrouve dans la même posture que son ancien adversaire. Les illusions sont finies. Il se donne, face à ses détracteurs républicains, l'image d'un authentique patriote en se revendiquant d'« une seule nation bénie de Dieu, indivisible et vouée à la liberté et à la justice pour tous ». Ces propos réactionnaires ont suscité dans une partie de l'opinion américaine des manifestations de joie aveugle et de nationalisme au cri de « USA! USA! »

En commanditant la mort de Ben Laden, Obama a non seulement commencé sa campagne électorale pour l'élection

présidentielle mais il a surtout donné des gages aux classes dominantes et à l'appareil d'État américain, au Pentagone, au moment où les tensions internationales augmentent et où les USA sont confrontés à la montée révolutionnaire dans le monde arabe.

SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES

Il serait naïf de croire que la mort de Ben Laden va mettre fin à la guerre en Afghanistan. La traque de Ben Laden n'était qu'une justification pour une guerre qui visait à assurer le contrôle des USA sur une région stratégiquement décisive. Le retrait des troupes annoncé pour 2011 n'aura pas lieu avant... 2014. Dix ans après le 11 septembre, les USA et la quarantaine de pays de l'Otan s'enlisent dans la guerre en continuité avec celle d'Irak pour préserver leur domination sur le monde. Le Pakistan dont le chef des armées vient de demander la réduction des troupes américaines sur son territoire est encore plus déstabilisé. L'opération ne peut qu'attiser la haine pour les USA de la part de millions d'hommes et de femmes victimes de la politique des grandes puissances qui souffrent du pillage de leurs richesses, de l'humiliation même s'ils ne voient pas en Ben Laden un martyr de leur cause.

Le déferlement de propagande des grandes puissances voudrait affirmer leur force en particulier face à la révolte des peuples du monde arabe pour la démocratie et la liberté, pour leur droit à l'autodétermination, à décider de leur propre sort contre tous les dictateurs et les terroristes qui veulent les soumettre. Un espoir qu'elles voudraient faire disparaître.

Yvan Lemaître

Nakba et plan Dalet, crime de guerre et contre l'humanité?

« **U**n État juif n'aurait pas pu être créé sans déraciner 700 000 Palestiniens. Par conséquent il était nécessaire de les déraciner. Il n'y avait pas d'autre choix que d'expulser cette population [...] Le commandant du front nord, Moshe Carmel, a donné à son unité l'ordre écrit d'accélérer l'expulsion de la population arabe. Carmel a engagé cette action immédiatement après une visite de Ben Gourion au commandement Nord de Nazareth... » Il s'agit là d'un extrait d'une interview de Benny Morris, « père » des nouveaux historiens israéliens parue dans *Haretz* du 8 janvier 2004.

Dés 1961, l'historien Walid al-Khalidi démontrait dans ses travaux de recherche que les expulsions, les massacres commis depuis décembre 1947 et jusqu'au milieu de 1949 par les milices sionistes n'étaient nullement un concours de circonstances dû aux combats, mais bel et bien la mise en œuvre d'un vaste plan théorisé et programmé.

Il aura fallu attendre la fin des années 1990, pour que la chape de plomb se fendille et explose enfin grâce aux travaux des nouveaux historiens israéliens et parmi ceux-ci l'ouvrage de Ilan Pappé, *Nettoyage ethnique de la Palestine*. La parole palestinienne a été bâillonnée durant des décennies. Dans l'univers occidental, il ne pouvait être admis qu'Israël était né de massacres, d'expulsions et de transferts de populations, bien loin du respect de ce que d'aucuns nomment « droit international ».

Si aujourd'hui l'existence du plan Dalet, élaboré à la maison rouge, siège de la Haganah², n'est plus contesté, était-il circonstanciel ou inspiré par une idéologie colonialiste et raciste?

Une ébauche de réponse se trouve dans l'interview de Benny Morris: « [...] mon sentiment est que cet endroit serait plus calme et connaîtrait moins la souffrance si l'affaire avait été résolue une fois pour toutes, si Ben Gourion avait effectué une expulsion importante et qu'il avait nettoyé tout le pays - toute la terre d'Israël, jusqu'au fleuve du Jourdain ». Propos d'un intellectuel qui, bizarrement, était classé à gauche, mais surtout, pensée politique d'une frange importante de l'appareil politique israélien.

Lieberman, leader du parti « Israël notre maison » et ministre des Affaires étrangères, mais aussi le rabbin Ovadia Yosef chef du Shass, composante de la majorité parlementaire israélienne, continuent de prôner le transfert de populations. Transfert qui ne pourra pas être obtenu par consentement des populations arabes tant de Cisjordanie/Gaza que des territoires de 1948!

Commémorer ce 15 mai 2011 la Nakba, c'est-à-dire la catastrophe subie par le peuple palestinien, c'est aussi agir pour aujourd'hui et demain.

L'idéologie politique dominante en Israël, la revendication du caractère juif de cet État, les lois racistes et liberticides adoptées depuis plusieurs mois par le Parlement israélien perpétuent la philosophie du plan Dalet.

Le NPA, ses militantes et militants seront présent lors des différentes initiatives annoncées pour ce 15 mai 2011.

Présent pour commémorer les victimes de la Nakba, mais aussi pour exiger que justice soit rendue au peuple palestinien, car sans justice, il ne peut y avoir de paix.

À Paris, dans la manifestation qui partira de la place de la République, par nos slogans nous crierons: « soutien à la résistance », « justice pour le peuple palestinien », « droit à son autodétermination », « droit au retour de tous les réfugiés ».

Marc Prunier

1. Fayard, 2004.
2. Ancêtre de Tsahal.

hommages

Grèce: la mort d'un juste. Jeudi 5 mai, ont eu lieu à Athènes les funérailles d'un des résistants les plus héroïques à l'occupation nazie: Apostolis (Lakis) Santas. Moins connu que son camarade Manolis Glezos, c'est pourtant ensemble qu'une nuit de mai 1941, ils escaladèrent l'Acropole pour en décrocher l'immense drapeau nazi, enclenchant par ce geste une résistance populaire qui débarrassa toute seule le pays des troupes d'Hitler. Toute la vie de Santas fut celle d'un homme fidèle à ses convictions de militant de gauche, et connaissant pour cette raison tous les lieux d'exil de la Grèce contemporaine.

Voici un extrait de l'hommage de Glezos à son vieux camarade: « Mon cher Apostolis, Lakis, mon ami de tout cœur, [...] nous étions à l'époque presque encore des enfants sans moustache, nous n'avions pas connu alors la douceur de la vie, et pour cette raison, nous nous disions l'un à l'autre: "Si tu vis, si tu ne meurs pas en luttant pour une cause juste, ne m'oublie pas." [...] Je te répète ce que je t'avais dit: "Si tu t'en vas le premier, je continuerai le combat pour que nos enfants restent libres, pour tous ceux qui veulent pouvoir écouter le bruit de l'océan en posant les gros coquillages sur l'oreille." »

Hommage au camarade Mahmoud Toumi, martyr de la révolution tunisienne. Le camarade Mahmoud Toumi avait 26 ans; il était diplômé chômeur et internaute. Il avait le profil de ces dizaines de milliers de Tunisiennes et de Tunisiens qui ont déclenché, mené et mènent la Révolution. Il était membre du Parti du travail patriotique et démocratique (section de Nabeul et membre du conseil central), et membre du comité de sauvegarde de la révolution de la ville de Soliman. Le jeune camarade a été mortellement blessé par un soldat, lors d'une manifestation qui s'est déroulée à Soliman, ce dimanche 8 mai, en milieu

d'après-midi, à proximité de la sous-préfecture. Transporté à l'hôpital de Nabeul, il a succombé à ses blessures.

Le Parti du travail adresse ses sincères condoléances à la famille du martyr et à l'ensemble de ses camarades et amis.

Repose en paix, camarade! D'autres, par dizaines de milliers, continueront sur la voie de la Révolution.

Khaled Falah, Parti du travail patriotique et démocratique de Tunisie.

Travail = vie p

Précarité: un choix de société

« La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette loi? » Toute la philosophie du Medef est contenue dans cette déclaration de Laurence Parisot, sa présidente. Le capitalisme a inventé le contrat de travail – lien juridique de subordination individuel entre un patron et son salarié – et la collectivisation du travail au sein d'entreprises pouvant regrouper jusqu'à plusieurs milliers de travailleurs. La révolution de 1789 se basant sur la liberté et l'individualisme, interdit les organisations professionnelles et construit le droit individuel à l'exploitation. Si le début du xx^e siècle voit la construction d'un droit du travail qui limite les droits des employeurs et encadre l'exploitation sauvage, il faudra les grèves de juin 1936 pour que soient généralisés les droits collectifs (convention collective) et la représentation des salariés. Fordisme et taylorisme ont porté à l'extrême cette organisation de la production dans laquelle la fidélisation (congés d'ancienneté, 13^e mois) et unification des statuts ont longtemps été liés. Si certains travailleurs contestent dès l'origine un contrat « indéterminé » qui les lie à vie à leur employeur et, dans les années 1960, de nombreux jeunes choisissent l'intérim comme instrument de liberté, le contrat à durée indéterminée (CDI) reste la norme sociale et juridique jusqu'au début des années 1970.

Dans la foulée de la grande trouille de 1968 et en prenant prétexte des premiers développements de la « crise », la bourgeoisie entame une profonde réorganisation de l'appareil productif. Pour le sociologue Nicolas Hatzfeld, à partir de ses recherches à Peugeot Sochaux, les objectifs sont clairs : « *Démassifier, revaloriser, hiérarchiser, personnaliser* », selon la formule du responsable de la gestion des personnels ouvriers. Il s'agit de « *briser la logique massive qui découle de la conjonction de deux éléments : l'organisation taylorienne du travail d'un côté, et la puissance d'un syndicalisme de classe représenté par la CGT et la CFDT de l'autre côté* ».

C'est ainsi que le patronat multiplie délocalisations, externalisations, sous-traitance en développant dans le même temps contrats à durée déterminée, intérim et, avec l'aide des gouvernements, toutes les sortes d'emplois « aidés », c'est-à-dire précaires et plus ou moins exemptés de cotisations sociales. Le résultat est éloquent : 97 000 travailleurs intérimaires en 1975 et plus de 2 millions en 2004 ! Si l'emploi a augmenté de 10 % sur la période, la part de ces emplois de type particulier a quant à elle plus que doublé, de 6 % en 1982 à près de 15 % aujourd'hui. En 2005, 27 % des salariés étaient dans une situation précaire ou instable du fait de la nature de leur contrat de travail ou d'un sentiment d'insatisfaction ou d'insécurité par rapport à l'emploi : 10 % en contrats à durée limitée (CDD, contrats saisonniers, contrats d'apprentissage), 2 % en mission d'intérim, 4 % occupaient un CDI à temps partiel mais souhaitaient travailler davantage, et 10 % avaient un CDI mais déclaraient « craindre pour leur emploi dans l'année à venir ».

Assise sur un chômage de masse, complétée par le développement de la précarité dans la fonction publique, entrant en résonance avec les nouvelles organisations du travail (toyotisme, « juste à temps », zéro défaut), cette précarisation des travailleurs est à l'origine de l'aggravation des conditions de travail, des difficultés de mobilisation, de l'affaiblissement du syndicalisme. La lutte contre cette logique patronale est un enjeu décisif pour les années qui viennent.

La précarité comme école de la soumission

Si l'ampleur prise par la précarité n'est plus à démontrer, cette stratégie mise en place par le patronat de façon réfléchie et systématique, après le choc de 1968, a aussi pour but de briser les solidarités existant dans les collectifs de salariés. Un salarié travaillant dans le cadre d'un contrat précaire dispose de moins de ressources pour se défendre, et ne pense bien souvent qu'à une seule chose : ne pas perdre son emploi. La « formation » professionnelle elle-même se fait sous l'emprise de la menace de sanctions ou de licenciement.

Dans des secteurs comme l'automobile, ce sont les entreprises sous-traitantes qui servent de filtres pour les jeunes qui cherchent à se frayer un chemin dans le monde du travail. Ils commencent par les sous-traitants de deuxième ou troisième rang, là où la précarité est la plus grande, les conditions de travail les plus pourries, le syndicalisme absent. Ce n'est qu'après avoir accepté de courber l'échine pendant de nombreux mois voire des années que le « gentil » travailleur pourra accéder au « paradis », Peugeot ou Renault.

L'affaiblissement du rôle de dressage de l'éducation nationale, la disparition du service militaire, font que les jeunes arrivent moins prêts à accepter les contraintes du travail salarié. Le patronat a donc mis en place un large éventail de mesures visant à domestiquer les salariés : convocations,

courriers recommandés, refus de congés ou de RTT, mutations disciplinaires, surcharge de travail jusqu'au licenciement ou à la non-reconduction du contrat... Au fur et à mesure, l'idée de pouvoir s'organiser collectivement s'éloigne tout comme la connaissance des droits les plus élémentaires. Un précaire vit dans la peur permanente du faux-pas, de l'erreur qui risque de lui valoir son renvoi. Et par contamination, cette peur atteint les salariés en CDI, parfois considérés comme des « privilégiés ». Cette réalité, bien connue des syndicalistes, et qui prend de l'ampleur, n'a pourtant quasiment jamais le droit de cité dans les travaux universitaires et sociologiques, masquée par l'idéologie du dialogue social et du diagnostic partagé. Il s'agit de la première cause de non-syndicalisation chez les salariés, devant la division syndicale. C'est une enquête menée par la Sofres, pour le compte de Dialogues, association regroupant chefs d'entreprise et syndicalistes (sic !), qui a permis de mesurer pour la première fois l'ampleur du phénomène : en 2005, 36 % des salariés expliquaient ne pas se syndiquer « par peur des représailles », ils étaient 41 % en 2008. Cette même année, 50 % des ouvriers mettent en avant la même raison. Cette situation, qui n'empêche pas l'existence de luttes ponctuelles, constitue un sérieux obstacle à leur construction.

Jeunes: génération précaire

La priorité donnée à l'emploi des jeunes est depuis les années 1980 un thème récurrent en période électorale. Mais depuis plus de 30 ans, la précarité des jeunes n'a cessé de se développer et est même devenue structurelle. La loi de modernisation du marché du travail de 2008 a eu beau réaffirmer que le CDI était la forme « normale et générale de la relation de travail », c'est le CDD, les stages et autres contrats « atypiques » qui sont la norme pour les jeunes. 34 % des salariés de 15 à 29 ans occupent un CDD, un contrat aidé ou un stage, contre 9 % des 30-49 ans.

Même avec des salaires inférieurs, l'entrée dans le monde du travail reste un parcours d'obstacles,

souvent fait de stages nombreux et de longues périodes de précarité. Si la majorité occupe un contrat à durée indéterminée (53 %), 5 % des jeunes actifs exercent un emploi temporaire contre 2 % des actifs de 30 à 49 ans, 17 % un CDD contre 6 % des 30-49 ans.

Un diplôme élevé n'est pas la garantie d'un emploi stable et n'empêche en rien la précarité. De nombreux emplois sont occupés par les moins diplômés, et installent durablement les jeunes dans l'insécurité de l'emploi, notamment par le biais de CDD renouvelés, bafouant le droit du travail, mais dans l'indifférence générale.

Femmes précarisées

Dans le privé comme dans le public, la précarité concerne particulièrement les femmes et contribue à renforcer les discriminations que celles-ci subissent dans l'emploi et dans la sphère publique. Les femmes ont conquis une autonomie en devenant très majoritairement salariées à partir des années 1960. En France, de 1975 à 2007, le taux d'activité des femmes entre 25 et 49 ans est passé de 60 % à près de 83 %. Depuis 2007, le monde du travail est quasi paritaire (en France, les hommes représentent 53 % des salariés

et les femmes, 47 %). Mais de profondes disparités existent selon les secteurs d'activité. En effet, 2/3 des emplois peu qualifiés ou dont les qualifications ne sont pas reconnues sont occupés par des femmes ; 82 % des salariés à temps partiel sont des femmes ; 80 % des salariés touchant moins que le Smic sont des femmes (à 74 % à temps partiel). En moyenne, les salaires des femmes sont inférieurs de 25 % à ceux des hommes. En 2007, le taux de chômage des moins de 25 ans était de 23 % chez les femmes, 19 % chez les hommes.

Précaire Précaire



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MANEL)

Sans papiers mais pas sans droit

Dans le secteur privé, rares sont les mobilisations visant à s'attaquer à la précarisation. Quelques batailles juridiques dans des grandes entreprises où des syndicats s'emparent de cette question constituent l'essentiel de cette lutte. À la surprise générale, ce sont des précaires parmi les précaires, les sans-papiers, qui se sont le plus mobilisés pour mettre fin à la spirale infernale de la précarité sociale associée à la précarité « citoyenne ».

C'est en octobre 2006 que les premiers salariés sans papiers, travaillant pour la blanchisserie Modeluxe, se sont mis en grève avec occupation pour exiger leur régularisation et l'obtention de CDI. Dans la foulée, de Buffalo Grill aux restaurants de l'avenue de la Grande-Armée, des dizaines de sans-papiers se mobilisent. Et le 15 avril 2008, plusieurs centaines de salariés sans papiers utilisent l'arme de la grève pour mettre fin à l'arbitraire patronal dans l'entreprise et à l'arbitraire préfectoral pour leurs papiers. Cette première vague de mobilisation

reprenant l'arme de la grève, arme des travailleurs, contraint le gouvernement à modifier sa politique en matière de régularisation « par le travail » et permet la transformation en CDI de plusieurs dizaines de contrats précaires. Traînant de plus en plus dans l'application de la circulaire « travail », les préfetures et le gouvernement provoquent une deuxième vague de grève avec occupation à partir d'octobre 2009. De nouveau, des milliers de sans-papiers se mobilisent, font grève, occupent leurs lieux de travail, leurs lieux de recrutement au travers des agences d'intérim ou les locaux de fédérations patronales. Malgré le soutien des organisations syndicales, les résultats ne sont pas à la hauteur de cette exceptionnelle mobilisation. Mais ces luttes des travailleurs les plus précaires dans des secteurs comme le bâtiment, le commerce, la restauration et aussi le travail à domicile où la précarité est reine, doit ouvrir la voie à des mobilisations contre cette gangrène sociale.

Lire *On bosse ici, on reste ici !* La Découverte

La précarité nuit gravement à la santé

Les intérimaires sont parmi les plus touchés par les accidents du travail. Impossible pour eux de refuser les travaux les plus dangereux ou les mauvaises conditions de sécurité, compliqué aussi de compter sur la solidarité des autres salariés pour refuser de travailler dans de telles conditions, difficile encore d'accumuler les connaissances nécessaires pour minimiser le risque, malaisé de réfléchir aux risques que l'on prend quand on subit la plus forte pression pour accélérer les rythmes au travail. La liste des travaux interdits aux intérimaires démontre que cet état de fait est connu de tous, mais cette liste n'a pas évolué depuis des années alors qu'elle demanderait à être largement étendue dès qu'un intérimaire subit un accident dans une activité.

Du côté des maladies professionnelles, le bilan est encore pire. Depuis quelques années, à la suite des mobilisations liées à l'amiante, des procédures contraignent les employeurs à établir des certificats d'exposition d'abord dans les cas de l'amiante, mais aussi dorénavant de tous les produits dits CMR (cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction). L'évaluation des expositions permet d'engager la responsabilité des employeurs lors de maladies futures, mais représente surtout pour ceux-ci un puissant encouragement à la prévention de peur d'avoir à assumer ces conséquences qui relèvent de la mise en danger d'autrui. Non seulement les salariés précaires, intérimaires, CDD, qui occupent occasionnellement un tel emploi, ont

évidemment un mal fou à obtenir ces certificats d'exposition, mais de plus comment prouver que tel employeur ou telle situation de travail a conduit à telle maladie ? Le tableau des maladies professionnelles, qui engage une reconnaissance automatique de certaines pathologies, ne permet qu'un dédommagement forfaitaire, et pas la reconnaissance pénale de l'acte malveillant des employeurs.

C'est dans le cas du nucléaire que cette stratégie patronale a été la mieux mise en évidence. Un travail mené par Annie Thebaud-Mony sur les intérimaires de la maintenance des centrales nucléaires, a démasqué un système qui mesure l'exposition maximum de chacun de ces salariés, et suspend leurs contrats lorsque leur taux d'exposition annuel a été atteint... Pour garder leur travail, les salariés sont poussés à cacher les irradiations subies. Et quand la CGT organise les sous-traitants du nucléaire, les sanctions ne se font pas attendre, comme dans le cas de P. Billard, pour lequel EDF a refusé l'accès aux centrales. Le récent exemple du Japon a montré que nucléaire et précaires riment allègrement : là-bas aussi, les intérimaires font le sale boulot et sont beaucoup plus irradiés que les salariés stables.

Les discours hypocrites des employeurs sur la santé au travail s'arrêtent quand commence le profit lié à la surexploitation de leurs salariés.

Voir *Travailler tue en toute impunité*, note de la Fondation Copernic, 2009

Précaires dans la fonction publique

Dans la fonction publique, plus d'un million de personnes occupent un emploi précaire de droit public ou privé : 401 000 d'entre eux sont dans la fonction publique d'État (FPE), 431 000 dans la fonction publique territoriale (FPT) et 152 000 dans la fonction publique hospitalière (FPH), ce dernier nombre ne prenant pas en compte les médecins. Toutes fonctions publiques confondues, les emplois précaires représentent 16,5% de la totalité des emplois. 67% de ces emplois sont occupés par des femmes. De nombreux postes sont à temps partiel, notamment dans la FPE et la FPT, respectivement 43% et 47%. Outre ces temps partiels imposés, les contrats sont fréquemment de courte durée : en 2008, 37% des emplois

avaient une durée maximum de neuf mois... Les politiques actuelles accentuent le recours aux emplois précaires : la loi mobilité de 2009 qui a rendu possible le recours à l'intérim dans les trois fonctions publiques, mais également le projet de loi consécutive à l'accord Tron. Si les actions syndicales unitaires ont permis quelques avancées dans le protocole d'accord « sur la situation des non-titulaires », celles-ci restent à la marge, comme la titularisation de quelques milliers de contractuels – une goutte d'eau dans la mer – il n'y a aucune réponse quant au statut, au recrutement ou sur la gestion des personnels. Bien au contraire, le protocole d'accord écarte, selon les secteurs de la fonction publique, une partie importante des personnels précaires.



(PHOTO THÉQUE ROUGE/GP)



<http://resistons.lautre.net>

Le réseau Résistons ensemble regroupe des collectifs locaux, des individus et des organisations pour agir ensemble contre les violences policières et sécuritaires. Son site internet centralise les diverses actions qui ont eu lieu sur ces problématiques. Ce réseau internet est un outil de débat et d'information sur la politique sécuritaire et les violences policières ainsi que sur l'ensemble des initiatives, actions, manifestations, expériences organisant la résistance dans ce domaine. Des bulletins mensuels et des listes de diffusion vous permettront de rester informés pour ne plus laisser faire...

L'essai

L'HOMME QUI AIMAIT LES CHIENS

El hombre que amaba a los perros

Leonardo Padura Fuentes

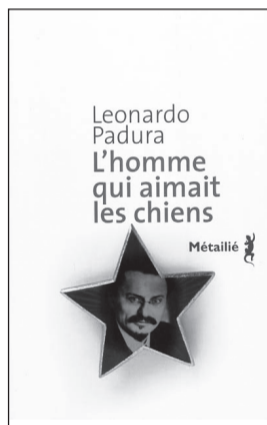
Traduit de l'espagnol par René Solis

et Elena Zayas

Éditions Métailié

671 pages

24 euros



Le récit débute par l'aveu de l'assassinat de Léon Trotsky, par le piolet lui défonçant le crâne et son long cri qui figea d'effroi son assassin Jacques Mornard, en fait Ramon Mercader.

Entre réalité et fiction (mais il est difficile de délier le vrai de l'imaginaire) Leonardo Padura, auteur cubain vivant et écrivant toujours à Cuba, va nous conduire dans des histoires mêlées. De la Révolution espagnole aux exils de Léon Trotsky, des plongées dans le Cuba contemporain aux amours du «Vieux»... par un fil conducteur, l'affection portée aux chiens par bien des protagonistes de cet ouvrage, de la victime au meurtrier. Ce roman est aussi un livre historico-politique qui traite de la bureaucratie stalinienne, de la révolution trahie, de l'histoire du *xx^e* siècle. Remarquable aussi, le contexte de son écriture par un auteur cubain ayant déjà écrit de nombreux romans noirs dont les principaux personnages sont Cuba et le policier «borderline» Mario Conde. Avec ce livre, Padura va politiquement et artistiquement au-delà de ses premiers ouvrages (qu'il faut lire aussi). Pas étonnant que la parution de *El hombre que amaba a los perros* à La Havane prit la forme d'une petite révolution (dans le monde des livres!), même s'il ne fut édité, paraît-il, qu'à 200 exemplaires... Et pourtant, en fouillant bien, on le trouve encore chez les bouquinistes de la place des armes à La Havane, au côté du Che et de Cienfuegos.

Un ouvrage à lire et relire sans modération.
Thomas Delmonte

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

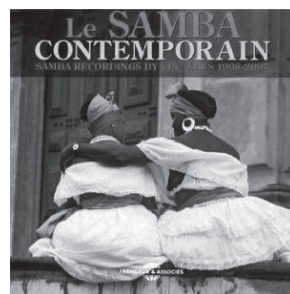


CINÉMA DE L'EAU POUR LES ÉLÉPHANTS

Francis Lawrence

Quand la Grande Dépression rencontre l'univers du cirque, il en ressort un film qui nous offre de belles images, mais surtout l'envers du décor qui ne manque pas de cruauté. Nous sommes en 1931, dans les États-Unis traversés par la crise. Le cirque n'échappe pas aux lois capitalistes. La dureté du cirque s'offre à nos yeux entre deux numéros. Malheureusement le film n'évite pas de nombreux clichés puisque si la trame de fond, l'histoire du cirque des frères Barzini, est passionnante, l'histoire d'amour est bien de trop dans ce film. Heureusement l'acteur que Tarantino a révélé dans *Inglorious Basterds*, Christoph Waltz, crève l'écran par la générosité de son jeu. Il campe un Monsieur Loyal, gérant du cirque, aussi généreux que cruel, qui fait oublier les clichés de cette pâle histoire d'amour. Waltz est décidément un très grand acteur, à suivre!

Thibault Blondin



MUSIQUE LE SAMBA CONTEMPORAIN

Samba recordings by CPC UMES

1998-2007

Frémeaux & associés

«Certes ses formes traditionnelles sont digérées voire appréciées, mais il n'en reste pas moins un hiatus social et culturel qui fait barrage mental entre la bourgeoisie de la Zona Sul et les classes populaires de la Zona Norte» Cette citation de l'excellent livret écrit par Philippe Lesage, accompagnant cette non moins remarquable compilation, résume parfaitement tout ce qui rend encore si passionnante l'écoute des productions récentes de samba. Facilement renvoyée à son ou ses âges d'or, cette musique née dans les bidonvilles cariocas au début du *xx^e* siècle, et qui n'a cessé d'évoluer, n'a rien perdu de son actualité et de sa fonction subversive. Ces 36 titres extraits du catalogue du label CPC (pour Central Popular da Cultura, en hommage au centre de culture populaire des années 1960) UMES, en témoignent avec force et conviction.

King Martov

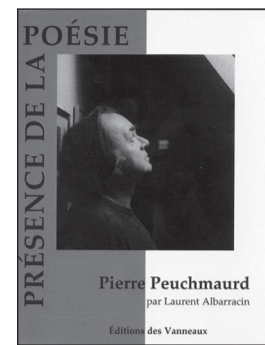


LIVRES LE 31 JUIN

Vincent Bounoure

La Source d'Urd / 13 euros
Écrivain, poète, expert en art océanien, un des membres les plus actifs du groupe surréaliste, Vincent Bounoure (1928-1996) refusa en 1969 la liquidation du surréalisme «décidée» par quelques-uns, après la mort d'André Breton, et assura, avec un groupe d'amis, à Paris et à Prague, la continuité de l'aventure initiée en 1924. Il fut aussi le principal organisateur du livre *la Civilisation surréaliste* (1975), produit d'une coopération entre surréalistes parisiens et pragois. La présente plaquette, illustrée par des dessins de Georges-Henri Morin, est un document inédit qui date de 1983, deux années après la disparition de sa compagne, Micheline. Récit poétique et intimiste inclassable, il décrit le désarroi après la mort de la femme aimée, et sa rencontre, vivante, dans l'univers nocturne du rêve, seul moment de bonheur face au désespoir absolu.

Paul Louis Thirard



POÉSIE PIERRE PEUCHMAURD

Laurent Albarracín

Éditions des Vanneaux / 18 euros
Exclu du lycée Louis-le-Grand pour «activités politiques», Peuchmaurd (1948-2009) fut l'un des grands «enragés» des barricades de Mai 68, sujet de *Plus vivants que jamais*, son premier livre paru cette même année. La liberté, l'amour, la poésie ou la mort, tels étaient déjà et tels restèrent les orientés de sa vie. Jusqu'à la fin, sans jamais en faire une profession ou un gagne-pain, il a travaillé à faire connaître des poètes vivants ou morts (parmi ces derniers, l'immense Maurice Blanchard), compagnons d'une œuvre personnelle de près d'une centaine de publications, aux accents sans pareils et d'autant plus remarquables. Réunissant introduction, anthologie et annexes documentaires, ce volume de 280 pages permet de découvrir un grand poète déjà admiré des connaisseurs, et dont le refus de la littérature et du monde capitaliste aura été lui aussi en tous points exemplaire.

Gilles Bounoure

EXPO Comme une image de la Commune

Jusqu'au 28 mai, la Ville de Paris présente à l'Hôtel de Ville une exposition en accès libre, «La Commune. 1871, Paris capitale insurgée», avec des images authentiques et instructives, mais inaptes à restituer l'enthousiasme révolutionnaire d'il y a 140 ans.

La Commune de Paris, révolution sans images? L'historien Bertrand Tillier l'a montré dans un livre ainsi intitulé (Champvallon, 2004), ni la brièveté de cette révolution, ni l'état de pénurie et d'isolement où la maintenaient conjointement Versaillais et Prussiens, ni même l'interdiction très tardive (en mai!) de quelques titres de la presse d'obédience versaillaise n'y empêchèrent la floraison de journaux, de libelles et d'affiches de toutes sortes et généralement du genre débridé, avec des textes souvent surpassés par leurs illustrations. L'urgence des événements, la force des émotions à exprimer et les moyens techniques les plus faciles à mettre en œuvre firent privilégier le dessin gravé ou lithographié, pour des caricatures que les commentateurs réactionnaires jugèrent «manquer aux lois les plus élémentaires de la convenance et de la dignité», concluant que de ces «honteuses débauches» et «malpropres élucubrations» volontiers obscènes et scatologiques, «il n'en est point une seule qui mérite d'être conservée».

Les cinq salles de l'Hôtel de Ville évoquant successivement «Paris combattant et humilié», «Paris libre: la capitale se soulève et élit sa Commune», les «dirigeants et partisans de la Commune», l'édification des barricades, «la Semaine sanglante: Paris à feu et à sang», les «arrestations, condamnations, déportations: Paris réprimé» puis «Paris en ruines: effacer les traces du passé» offrent des documents souvent émouvants mais pour la plupart connus et sans surprise. Dans ces proclamations officielles, photographies ou gravures de presse, l'exposition fait une juste place aux «actes de destruction symbolique»

comme celles de la colonne Vendôme ou de la luxueuse résidence de Thiers place Saint-Georges. Elle n'omet pas non plus «le massacre de près de 20 000 Parisiens» par les troupes versaillaises, dont elle montre l'une des représentations les plus frappantes, qui est aussi l'une des rares œuvres politiques de Manet, la terrible lithographie *Guerre civile*.

«Les photographies des ruines des monuments et des immeubles détruits pendant les combats de la Semaine sanglante constituent le plus important ensemble iconographique relatif à la Commune et le plus diffusé» par les tenants du «parti de l'Ordre» victorieux, précise à juste titre le commissaire de l'exposition, directeur de la bibliothèque de l'Hôtel de Ville, qui

disposait néanmoins d'autres ressources restituant vraiment l'esprit de la Commune. Celui de Mai 68, qui prétendrait l'évoquer uniquement à travers les photos de Paris-Match et les reportages de l'ORTF et sans les affiches, slogans et prises de parole des «enragés»? Aucune des expositions plus réduites organisées simultanément dans plusieurs mairies d'arrondissement n'est signalée aux visiteurs des salons de l'Hôtel de Ville, qui ressortent souvent de cette présentation prudente et compassée avec l'idée que décidément, ce n'est pas l'actuel Conseil de Paris qui votera le «déboulonnage» (selon le mot de Courbet) de la colonne Vendôme, comme avait su le faire la Commune le 12 avril 1871.

Gilles Bounoure



16 mai. Gardes nationaux et curieux au pied de la colonne Vendôme renversée (© BHVP ROGER-VIOLLET)

Rassembler les anticapitalistes

La crise politique qui frappe la droite au pouvoir, la pression exercée par l'extrême droite, le caractère plus que jamais libéral du programme du PS, l'approfondissement des crises économique, écologique, sociale et l'approche de l'élection présidentielle invitent à une réflexion approfondie.

Quel programme et quelle stratégie pour changer radicalement ?

Le dernier Conseil politique national (CPN) a décidé d'une démarche publique dans le but de favoriser le rassemblement des anticapitalistes.

Le NPA s'est adressé largement à la population, à celles et ceux qui ne lâchent rien, par des rencontres, des diffusions de tracts. Il a rencontré les différentes formations qui entendent œuvrer à une alternative à la droite et au social-libéralisme, de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) à Lutte ouvrière en passant par les formations prônant la décroissance, les Alternatifs et le Front de gauche (PCF, PG, GU)...

Pour nourrir le débat, le NPA a sollicité des contributions auprès d'une série d'intellectuels, d'animatrices et animateurs du mouvement social.

Cette semaine, Tout est à nous ! publie une contribution du philosophe Grégoire Chamayou et le compte rendu de la rencontre entre le NPA et le Front de gauche.

Pour retrouver en permanence tous les éléments de cette démarche, un espace est ouvert sur le site national du NPA :

www.npa2009.org/rassemblement_anticapitaliste_en_debat

Rencontre NPA/Front de gauche

Le Front de gauche (FDG) et le NPA se sont rencontrés, à notre demande, le mercredi 4 mai au siège du PCF à Paris, dans le cadre de la démarche pour un rassemblement des forces anticapitalistes incluant militants du mouvement social et forces organisées. La crise globale économique et écologique, les bouleversements géopolitiques, une Europe frappée par la dette et les politiques d'austérité, les tensions dans la situation politique, conduisent à la nécessité d'un échange entre deux formations qui ont des militants engagés dans l'ensemble des luttes et résistances en cours.

Pendant ce temps, la course aux candidatures bat son plein et la logique de primaire ruine à gauche toutes confrontations sur le terrain de l'action, des idées et du programme. Dès lors, la capacité pour des formations d'engager un débat constructif concernant le programme et la stratégie pour 2012 est absolument déterminant.

Nous avons défendu dans cette réunion la nécessité d'un rassemblement autour d'un programme d'urgences sociales, démocratiques et écologiques et d'une stratégie indépendante basée sur la nécessité d'une mobilisation de la population et du monde du travail et d'une indépendance vis-à-vis du social-libéralisme impliquant de constater collectivement l'impossibilité de gouverner avec le PS.

Le Front de gauche considère que nous sommes très proches sur le plan du programme et sur la nécessité de résistances sociales

approfondies. Il a été noté que sur la question de la sortie du nucléaire, il y avait divergence entre le PCF, attaché au « mix énergétique » et donc au nucléaire, et les autres composantes du Front de gauche. Pas de préalable non plus, nous a-t-on dit, sur la question de la candidature.

En revanche, les ambiguïtés concernant la position du FDG sur la question gouvernementale ne sont pas levées. La position du FDG est exprimée ainsi : nous ne gouvernerons que pour appliquer notre programme mais nous devons défendre la nécessité d'une démarche majoritaire. Certaines interventions du FDG insistent sur les différences voire l'incompatibilité de leur programme avec celui du PS mais sans que l'ensemble du FDG puisse répondre clairement à la question que nous avons posée. Ainsi le PCF nous semble davantage être sur une position critique vis-à-vis du programme du PS que sur une logique alternative. Pour nous le programme du PS, avec ou sans DSK, se situe dans une logique d'adaptation au capitalisme et à sa crise, ce qui implique de définir une position indépendante.

Nous avons proposé d'écrire sur ce dernier sujet, ce qui semble avoir été accepté par le FDG. Cela devrait déboucher sur un échange de courriers sur la question stratégique et une nouvelle rencontre.

Pierre-François Grond



Les révolutions arabes sont-elles solubles dans les démocraties à l'américaine ?

Alors que les révolutions arabes battaient déjà leur plein, le *New York Times* dressait un tableau comparatif entre plusieurs pays, sur plusieurs indicateurs, afin de cerner les facteurs déclenchants de la révolte. La leçon était que la combinaison entre de fortes inégalités sociales, un coût élevé de la nourriture, un régime politique autoritaire et un taux significatif d'accès à internet formait, sans surprise, un cocktail explosif.

Mais le même tableau, un peu involontairement, suggérait aussi autre chose. De ces alignements simplistes de chiffres, ressortait encore le fait suivant : dans le panel des pays considérés, les États-Unis (qui n'y figuraient qu'à titre indicatif, en bas de page), présentaient, par contraste avec les pays arabes, un profil atypique, cumulant à la fois des niveaux stratosphériques d'inégalités sociales – loin devant l'Égypte ou la Tunisie –, des standards élevés de « démocratie », et une grande stabilité politique. Ce qui était indirectement suggéré par là, c'est que la démocratie électorale à l'américaine, qualifiée un peu hâtivement par le quotidien new-yorkais de « démocratie complète », constituait un excellent moyen pour étouffer dans l'œuf d'éventuelles poussées révolutionnaires.

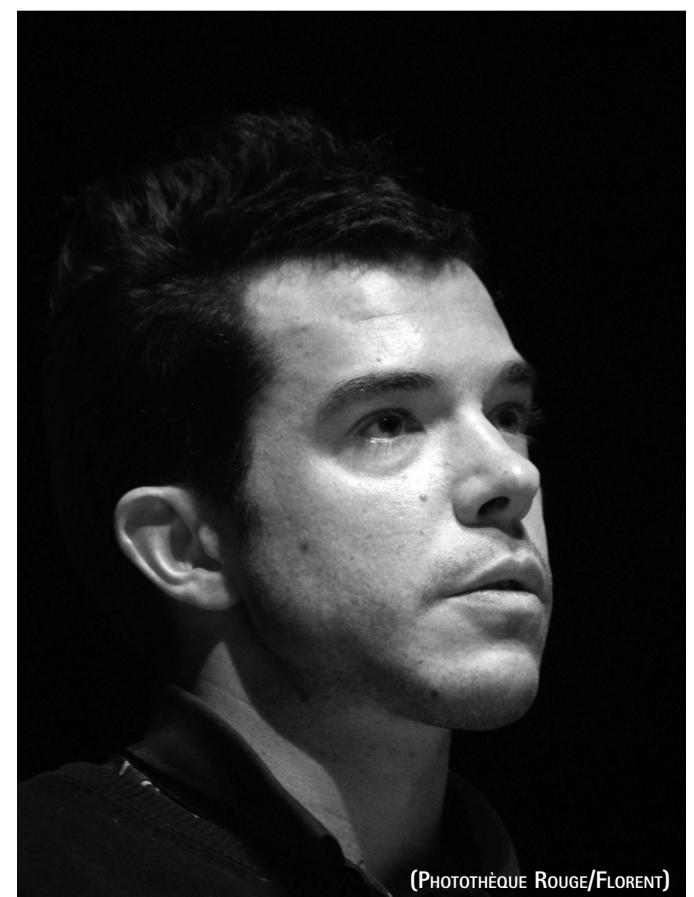
Cette idée est à mettre en relation avec le message envoyé par Barack Obama, à la même période, à Hosni Moubarak, alors que celui-ci s'agrippait encore désespérément à son pouvoir : « tous les gouvernements doivent maintenir leur pouvoir par le consentement, et non par la coercition »¹. Conformément à ce qui était et ce qui reste l'agenda de la diplomatie occidentale dans la région, l'argument n'était pas de dire que la démocratie électorale fondée sur la fabrique du consentement était un système plus juste que la dictature, mais un système plus stable – ce qui est tout à fait différent. La stabilité, la pérennité du pouvoir, c'est le critère classique de Machiavel : la question du régime politique,

vue sous l'angle de la *realpolitik*, n'est jamais une question de justice, mais toujours d'efficacité dans la perpétuation d'un rapport de pouvoir. Or, de ce point de vue, il est probablement vrai que la démocratie libérale constitue aujourd'hui, comparée aux rouages grossiers de la dictature, un antidote plus efficace et plus subtil pour conjurer le risque de contestation populaire et d'irruption soudaine des masses sur la scène politique. Ce paradoxe devrait interroger de façon assez large tous ceux qui « croient en la démocratie » et qui n'ont pas abandonné le combat pour l'égalité sociale.

La question de fond serait la suivante : en quoi le fonctionnement des régimes électoraux contribue-t-il, de façon spécifique, à circonscrire les phénomènes de révolte populaire ? Par quels procédés et par quels mécanismes ? De quelles armes spécifiques les gouvernants disposent-ils en pareil cas ? Comment y faire face ? Une telle enquête aurait sans doute des implications stratégiques importantes, surtout pour des organisations dont les modèles de prise du pouvoir proviennent en très grande partie, via une double filiation bolchevique et guévariste, d'expériences révolutionnaires menées en contexte d'autocratie ou de dictature. Il faudrait aussi analyser en détail les effets que le jeu électoral tend à produire sur les organisations qui y prennent part, chercher à identifier de façon très précise les logiques perverses qu'il impulse, ceci pour mieux les contrecarrer. Se demander, autrement dit, ce que fait à la vie politique son « électoralisation », et comment une gauche de transformation sociale peut y résister, en déjouer les mécanismes, et y survivre politiquement.

Grégoire Chamayou

1. Discours de Barack Obama « On the situation in Egypt », 28 janvier 2011.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/FLORENT)

Triste record en Tarn-et-Garonne

Le Tarn-et-Garonne détient le record du plus grand permis d'exploration de gaz de schiste.

Après la centrale nucléaire¹, la ligne grande vitesse (LGV) inutile et coûteuse, la relance des OGM, les lignes haute tension, les autoroutes... maintenant l'exploration et l'exploitation des gaz, huiles et pétroles de schiste!

Cette folie criminelle n'a pour conséquence que de défigurer les paysages, de polluer les sols et les eaux, et de créer un enfer sur terre pour les habitants des villes, des villages et de nos campagnes... tout cela pour participer à la course effrénée à l'exploitation des ressources, à la quête du profit rapide... du toujours plus!

L'extraction des huiles, pétroles et gaz de schiste, est l'illustration parfaite de la démesure thermo-industrielle. Pour réaffirmer que nos vies valent plus que les profits des grandes firmes énergétiques, le NPA appelle à s'engager dans les collectifs (en Tarn-et-Garonne, le collectif «82, gaz de schiste: non merci!») et à participer à toutes les mobilisations. Ne les laissons pas faire! No gazaran!

1. Voir nouvel incident technique à Golfech sur www.npa82.over-blog.com

Arvato-Bertelsmann en grève

Depuis fin mars, des salariés du centre d'appels téléphoniques d'Arvato-Bertelsmann, à Laxou (Meurthe-et-Moselle), sont en grève pour réclamer l'ouverture de négociations salariales.

Au sein d'une entreprise dont le chiffre d'affaires dépasse 15 milliards d'euros et dont les profits récents ont avoisiné le milliard d'euros, les 700 salariés, dont une grande partie est embauchée sous contrat précaire, exigent leur dû: une augmentation de 150 euros brut par mois, le treizième mois, la prise en charge de la mutuelle à 70% par l'entreprise et la revalorisation des tickets restaurant.

La détermination des salariés d'Arvato a contraint récemment la direction à ouvrir des discussions. Mais parallèlement, le patron fait cadencier les portes, tente d'isoler les grévistes et de les intimider par voie de vigiles, d'huissiers et de lettres recommandées. Ces gens-là ne comprennent que le langage du rapport de forces. Les grévistes auront donc besoin du soutien le plus large qui leur permettra d'obtenir satisfaction.

Le NPA soutient sans réserve les justes revendications des salariés d'Arvato et se mobilisera à leur côté. Il rappelle son exigence d'une augmentation générale des revenus de 300 euros pour tous, avec un Smic à 1500 euros net. À l'heure où le patronat est bien le seul à ne pas payer la crise, c'est le moins qu'on puisse faire pour pouvoir vivre décemment.

Contre-G8 à Dijon.

Le message est bien passé! C'est avec ce constat que se termine le contre-G8 de l'Éducation et de la Recherche, qui a bien eu lieu malgré les pressions de toute sorte (voir *Tout est à nous!* n° 101). Il a fallu improviser un campement sur le Campus faute de logements ou d'espace accepté, et la présence policière s'est montrée particulièrement lourde, notamment lors de la manifestation.

Trois objectifs ont été tenus. À Dijon, du 4 au 6 mai, se sont succédés quatorze ateliers autour des trois axes retenus: pour une Éducation émancipatrice tout au long de la vie, pour une recherche indépendante, critique et au service de toutes et tous, pour une convergence des luttes en Europe et au-delà. Sur ce premier objectif, les attaques subies ont fait l'objet d'analyses plus approfondies, sur la précarisation, la concurrence, la privatisation... Quatre autres ateliers ont été consacrés aux réponses alternatives possibles et aux luttes, en particulier à l'échelle européenne. En deuxième perspective, l'assemblée générale du samedi matin a débattu d'un appel commun qui est en cours de finalisation. Il insiste sur le caractère gratuit et pluraliste de l'accès à l'éducation, sur la nécessité d'une recherche indépendante et ouverte, contre toute marchandisation du savoir et pour la libre circulation des connaissances et des personnes. Il conclut sur le soutien aux luttes et à leur auto-organisation.

Enfin, la manifestation a rassemblé près de 300 personnes, avec des délégations de plusieurs pays (Italie, Allemagne, États-Unis, Angleterre etc.) et malgré les policiers en civil délibérément «nerveux», les incidents annoncés (souhaités?) n'ont pas eu lieu.

Le NPA a pris part à toutes les étapes du contre-G8, dans les débats et la manifestation finale.

Rencontre anticapitaliste méditerranéenne

Dans le cadre des campagnes internationalistes du NPA, les 7 et 8 mai s'est déroulée à Marseille les premières rencontres des organisations anticapitalistes de la Méditerranée. Cette rencontre est intervenue dans un contexte particulier où les révolutions dans le Maghreb et le Machrek ont remis sur le devant de la scène la capacité des peuples à prendre leur destin en main. Le rapprochement des anticapitalistes et des révolutionnaires se pose donc comme une nécessité, à la fois pour favoriser les processus révolutionnaires en cours mais aussi pour faire face aux dégâts croissants de la crise.

Le premier objectif qui était de réunir un maximum d'organisations a été atteint puisque dix-neuf délégations représentant onze pays (Maroc, Tunisie, Égypte, Liban, Irak, Grèce, Italie, Corse, Espagne, Chypre du Nord, Palestine) ont répondu à l'invitation.

Pendant deux jours, les délégués ont pu débattre, échanger au cours d'ateliers sur différents thèmes tels que: les processus révolutionnaires; la crise du capitalisme, ses conséquences sociales et écologiques; les résistances et solidarités face à la guerre et aux occupations; l'Europe forteresse. Riches d'enseignements sur la situation politique et sociale des différents pays représentés, cette rencontre a permis aux organisations de discuter et, pour certaines,

de travailler ensemble pour la première fois, comme le confirme la décision, lors d'une réunion improvisée, des organisations du Maghreb et du Machrek de se retrouver rapidement pour organiser des rencontres anticapitalistes des pays arabes. Au-delà du plaisir de se retrouver, de discuter ensemble en commission ou de façon informelle, notamment lors des repas, ces rencontres confirment la nécessité d'un travail en commun afin de lutter ensemble contre le système capitaliste et impérialiste.

Il se retrouve dans la déclaration finale qui propose notamment un comité de suivi chargé de préparer les prochaines rencontres qui auront lieu dans un pays du sud de la Méditerranée.

Un des moments forts de ce week-end fut la rencontre publique du samedi ayant pour thème central les processus révolutionnaires: un représentant des délégations tunisiennes a parlé au nom du Front



(PHOTO THÈQUE ROUGE/CG)

de travailler ensemble pour la première fois, comme le confirme la décision, lors d'une réunion improvisée, des organisations du Maghreb et du Machrek de se retrouver rapidement pour organiser des rencontres anticapitalistes des pays arabes. Au-delà du plaisir de se retrouver, de discuter ensemble en commission ou de façon informelle, notamment lors des repas, ces rencontres confirment la nécessité d'un travail en commun afin de lutter ensemble contre le système capitaliste et impérialiste. Il se retrouve dans la déclaration finale qui propose notamment un comité de suivi chargé de préparer les prochaines rencontres qui auront lieu dans un pays du sud de la Méditerranée.

Un des moments forts de ce week-end fut la rencontre publique du samedi ayant pour thème central les processus révolutionnaires: un représentant des délégations tunisiennes a parlé au nom du Front

du 14 Janvier puis, dans le même esprit d'unité, un représentant des délégations égyptiennes, la Palestine étant aussi présente avec le camarade du Front populaire de libération de la Palestine.

Pour le NPA, un militant a fait le point sur la situation des migrants tunisiens à Marseille et sur la mobilisation pour la manifestation du 28 mai, puis Olivier Besancenot a pris la parole et Myriam Martin a clos la soirée.

Bien sûr ce n'était qu'une première, mais l'élan est donné et à voir l'enthousiasme des délégués à l'idée de continuer les débats, la réussite de ces rencontres indique que celles-ci ne devraient être que les premières d'une longue et fructueuse série. À terme, des actions en commun, partout en Méditerranée, pourraient être organisées simultanément.

Michel-Salim

Les victoires de la campagne BDS

La campagne Boycott-désinvestissements-sanctions (BDS) est une campagne internationaliste regroupant dans de nombreux pays des collectifs qui œuvrent pour le respect du droit international et la fin de l'apartheid israélien. Aujourd'hui on compte de multiples victoires dans ses différents champs: le boycott, les désinvestissements et les sanctions. Petit tour des dernières batailles gagnées!

En février 2011 est prévu à Tel Aviv un grand concert de Vanessa Paradis, l'actrice et chanteuse doit se rendre en Israël avec son compagnon Johnny Depp et la presse israélienne fait ses choux gras de l'événement. La campagne BDS France lui écrit une lettre expliquant la situation sur place, l'instrumentalisation politique de sa venue et lui demande de refuser l'invitation à chanter. Après quelques semaines pendant lesquelles le courrier, ainsi que ceux des boycotteurs canadiens et israéliens, est largement relayé par tous les militants dans les réseaux sociaux, Vanessa Paradis annonce qu'elle ne se produira pas à Tel Aviv, le concert est annulé. En France,

c'est un véritable succès qui marque aussi le timide lancement de la campagne de boycott culturel.

En mars dernier, l'université de Johannesburg a rompu ses relations avec l'université Ben-Gourion de Tel Aviv. Une pétition signée par plus de 400 universitaires de toutes les institutions universitaires d'Afrique du Sud, mais aussi des syndicats a permis de faire pression sur le Sénat de l'université qui rentre ainsi dans l'histoire du mouvement BDS. Plusieurs études (voir à ce propos le document de l'Alternative Information Center sur le boycott universitaire) ont permis de démontrer la complicité dans l'occupation et la coopération de l'université Ben-Gourion, parmi d'autres, avec l'armée israélienne. L'archevêque Desmond Tutu a largement salué cette décision et réitéré son soutien à la campagne de boycott. Bien sûr, le vote du Sénat de l'université de Johannesburg n'exclut pas les collaborations individuelles entre les universitaires des deux campus. Là encore il ne s'agit pas de boycotter des individus mais bien des institutions.

Enfin, saluons la toute récente décision

du congrès des syndicats écossais (Stuc) de prendre en compte l'appel de la société civile palestinienne à BDS et de réexaminer ses relations avec l'organisation syndicale coloniale et raciste israélienne, Histadrut. Ils rejoignent ainsi des syndicats britanniques, irlandais et sud-africains. En France, seuls Solidaires, la Confédération paysanne et la CNT sont engagés dans la campagne BDS France. Le secrétaire général du Stuc Grahame Smith, a déclaré: «Le conseil général du Stuc recommande le soutien des appels au boycott et des sanctions contre Israël en raison de ses attaques contre les droits de l'homme du peuple palestinien et de ses violations du droit international.»

Il s'agit bien d'une campagne pour le droit international et les multiples victoires du mouvement internationaliste BDS montrent que nous sommes de plus en plus nombreux à nous battre contre l'impunité d'Israël. Face à l'apartheid, BDS reste notre solution.

Hélène et Linda

www.bdsfrance.org

Ford Blanquefort, un parfum de victoire

C'est fait, Ford Europe vient de confirmer que l'usine FAI de Blanquefort (Gironde) fabriquera une nouvelle transmission automatique. Nous revenons de loin (voir *Tout est à nous!* n° 98). Cette usine aurait dû fermer en avril 2010 (fin initiale de la production). D'ailleurs Ford s'était débarrassé du site en 2009 en vue d'en faire sous-traiter sa fermeture. C'est la mobilisation tenace des salariés pour la défense des emplois depuis février 2007 qui a réussi à contraindre les dirigeants Ford à racheter l'usine en décembre 2010, puis à réinvestir et sauvegarder 1000 emplois. Cette pression exercée par la résistance a réellement changé la donne, en obligeant Ford à bousculer son calendrier pour finalement modifier sa stratégie industrielle. Il faut souligner un élément important: depuis quelques mois, la situation financière de Ford (comme dans l'ensemble de l'industrie automobile) n'est plus la même: 6 milliards de profit, des perspectives de ventes en hausse, des investissements, des

nouvelles productions pour les années qui viennent. Du coup, l'usine de Blanquefort est devenue une opportunité pour Ford qui a ainsi préféré la Gironde à la Chine pour réaliser la future transmission. D'autres fabrications moins importantes (carter moteur, double embrayage...) se feront aussi à FAI plutôt qu'en Allemagne ou en Angleterre.

Mais c'est bien grâce à la bataille menée depuis plus de quatre ans que l'usine semble pérennisée pour le moment. Ce résultat montre que cela vaut le coup de ne rien lâcher, de contrer la résignation générale parmi les salariés. Il n'y a pas de bataille utopique ou irréaliste. Bien sûr, nous avons plusieurs facteurs «chance»: nous sommes la plus grosse usine du privé dans la région, ce qui facilite la médiatisation très importante pour établir un rapport de forces, pour sensibiliser la population et... les élus politiques.

La bataille est loin d'être terminée et le bras de fer devra continuer pour maintenir la pression sur Ford. Déjà, le chantage

commence, deux jours après la «bonne nouvelle», par la «demande» de faire des concessions sur les salaires et les conditions sociales. L'indécence patronale n'a pas de limite. Le problème est qu'il leur est difficile d'exercer le même chantage qu'à GM Strasbourg ou Fiat Turin. Les dernières grèves ont tout chamboulé et rien ne s'est passé comme prévu. Du coup nous avons eu la production avant que Ford ne mette ses conditions. Il faut dire qu'en même temps, il y a eu des «négociations» avec l'État qui ont débouché sur 35 millions d'euros d'aides publiques. C'est aberrant mais le fait est que Ford n'a pas su tout gérer en même temps.

Rien n'est vraiment acquis et l'avenir reste à construire. Cela dit, il y a une «victoire» indéniable de l'équipe militante CGT-Ford et des salariés qui se sont opposés à une fin prétendue inéluctable. Nous sommes encore «vivants», l'histoire continue en attendant d'autres rebondissements.

Vincent et Philippe

Société nucléaire, société policière

Lundi 2 mai, une soixantaine de militanEs de Greenpeace bloquent le chantier EPR de Flamanville à 3h30 du matin (voir *Tout est à nous!* n° 101). Certains s'enchaînent aux grilles, d'autres escaladent trois grues et deux camions sont ancrés dans le sol. Cela va prendre la journée entière aux forces de l'ordre pour déloger tout le monde, et le déblocage s'opère vers 17 heures. Visiblement très énervés, les hommes de la brigade spécialement envoyée n'y vont pas de main morte pour descendre les militants des grues. Résultat: quatre blessés. Après une nuit de garde à vue, seize militants, les grimpeurs, sont déférés devant le parquet et le juge des libertés et de la détention. La procédure est inhabituelle, d'après leur avocat M. Farot, généralement les militants ressortent avec une convocation ultérieure devant le tribunal. Plusieurs chefs d'inculpation sont retenus contre eux: entrave à l'exercice de la liberté de travail, opposition aux travaux d'utilité

publique et mise en danger de la vie d'autrui (comprendre: celle des policiers qui ont dû aller chercher les militants dans les grues du chantier). Cette volonté de marquer le coup est peut-être due à la négligence des forces de l'ordre qui ont oublié une militante sur le chantier. En effet cette dernière s'est retrouvée seule sur sa grue, et c'est elle qui a demandé à être descendue, vers 19 heures...

Plus sérieusement, on peut s'interroger sur une éventuelle incidence de la réunion organisée par Sarkozy à l'Élysée, le même jour. En guise de bilan sur le Grenelle de l'environnement, ce dernier a eu le cynisme de proposer aux ONG présentes «un Grenelle de l'énergie». Greenpeace a déclaré cette proposition inacceptable et que, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, «les multiples renoncements et volte-face effectués depuis par Nicolas Sarkozy et son gouvernement valent aujourd'hui comme une motion de défiance sur leur capacité à organiser



(PHOTOLOGUE ROUGE/FRANCK HOULGATE)

un débat serein et contradictoire et à intégrer ensuite ses conclusions dans le champ politique et institutionnel».

Autre coïncidence, Sarkozy se rend le mardi 3 mai à Gravelines pour renouveler sa confiance dans le nucléaire et scander: «Nous allons continuer à investir dans cette filière. Je refuse de remettre en cause l'indépendance énergétique de la France. Il n'y aura pas de moratoire.» Il continue de se conduire en parfait VRP de l'industrie nucléaire et proclame partout la sécurité de nos centrales.

En attendant les militants de Greenpeace ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire. Ils ont dû s'acquitter d'une caution de 1000 euros, et ont pour obligation de pointer chaque semaine au commissariat de leur lieu de domicile. Cerise sur le gâteau: ils sont interdits de territoire bas-normand jusqu'au jugement, qui aura lieu le 16 juin. Est-ce pour les empêcher de participer à une action contre le G8 à Deauville? En tout cas, le NPA leur renouvelle son soutien.

Nathalie Ménard

hommage



(DR)

Luc Béal-Rainaldy a mis fin à ses jours mercredi dernier en se jetant du cinquième étage de la tour de la Direction de l'administration générale et de la modernisation (Dagemo) des services du ministère du Travail. Inspecteur du travail, secrétaire national du Snutefe-FSU au ministère, il avait participé

activement au combat de la gauche CFDT. Luc était un camarade, un ami qui a milité à la LCR dans le Val-de-Marne. Luc, crinière blanche, regard doux et malicieux. Faut-il que ce monde soit sans pitié pour qu'il en soit arrivé à une telle extrémité!

Un suicide, c'est toujours un cri, un hurlement jeté à la place du monde. Luc a hurlé son dégoût de ce monde au ministère où, paradoxe des paradoxes, les relations sociales sont violentes, pétries de mépris, d'indifférence, où la réorganisation de l'appareil d'État au sein du Directe (la RGPP) broie les services et les agents.

Mais ce qui le rongea véritablement, c'était la violence des relations intersyndicales, faite de guéguerres intestines, de concurrence, de croche-pieds... Quand les coups viennent des patrons, des forces politiques ou syndicales adverses, le combat est naturel, on tient dans l'affrontement, mais quand ils proviennent

de ceux qui sont les plus proches, avec qui auraient dû se tisser des relations fraternelles, alors cela lui était proprement insupportable. On peut ajouter que la situation politique faite d'agressivité frontale du gouvernement, de montée du Front national, de difficultés des gauches, y compris de notre organisation, lui pesait également.

Le départ de Luc crée un vide immense pour le mouvement des sans-papiers. Quand un dirigeant syndical comme lui met fin à ses jours, il faut se dire qu'un seuil vient d'être franchi et que c'est un signal (un de plus) de temps difficiles: «Il faut s'endurcir sans jamais oublier sa tendresse!» Rappelons-nous qu'il ne faut jamais, par aveuglement, nous contenter de la première partie de cette phrase du Che.

Nos pensées et le salut fraternel du NPA vont à Tassadit sa compagne, à ses enfants Naïma et Samuel et à tous ses proches.

Hommage du NPA Fontenay-sous-Bois

Luc Béal-Rainaldy était inspecteur du travail. Il s'est suicidé mercredi 4 mai dans les locaux de la Direction du travail. Il laisse un grand vide à ses proches, ses amis de lutte, de révolte et de colère. Nous l'avions connu à la LCR. Luc a longtemps milité à la CFDT, construisant l'opposition à la politique de renoncement de la direction du syndicat avant de créer le Snutefe-FSU. Il était de tous les combats, y donnait sans compter son sourire, sa générosité, son écoute modeste et son intelligence vive... À Fontenay-sous-Bois, au côté de Tassadit, sa compagne, il soutenait les Roms et les sans-

papiers. Il était avec les travailleurs sans papiers dans les piquets de grève de Metal Couleur et de Paris Store. On le retrouvait au collectif unitaire contre la Constitution européenne en 2005 et parmi ceux qui lançaient le collectif Fontenay Diversité de défense des sans-papiers en 2006. Anti-impérialiste, il était de toutes les initiatives, contre la guerre en Irak et parmi les créateurs du comité Palestine, qu'il soutenait toujours. Luc joignait toujours les actes aux mots. Si son travail professionnel et syndical au Snutefe (dont il était secrétaire national) l'absorbait beaucoup, il continuait de participer aux initiatives locales. Pour ces combats, il faut être fort... et fragile

aussi, avoir à fleur de peau la lutte contre l'injustice, avoir le souci de l'autre...

Même porté par les luttes, on peut finir par être usé, broyé par la machine capitaliste. Les restructurations sans fin, les combats sans cesse recommencés, ce travail gris, ces espoirs déçus, tout cela finit par peser trop lourd. Nous accusons ce système abject, inhumain, mis en place par un gouvernement au service des possédants, d'être responsable de ta mort.

Pour les luttes qui viennent, nous gardons en mémoire ton exigence d'unité et ton sourire, Luc. De tout cœur, nous sommes avec vous, Naïma, Samuel et Tassadit.

Fontenay-sous-Bois, le 7 mai 2011

brèves de campagnes...

Stop ITER! Depuis son congrès de fondation, le NPA a pris position pour sortir du nucléaire sous toutes ses formes, civiles ou militaires, fission ou fusion. ITER n'est qu'une tentative chimérique de prolonger l'existence de la filière nucléaire en mettant au point un nouveau type de réacteur basé sur la fusion nucléaire, l'énergie des étoiles mais aussi des bombes H! Lors des dernières élections régionales en région PACA (lieu d'implantation du projet ITER) la liste «100% sociale et écologique», soutenue par le NPA, réclamait l'abandon du projet et s'engageait à refuser de voter les crédits en sa faveur.

Depuis lors, l'inflation des coûts et les retards accumulés, rendent le financement du projet de plus en plus difficile à justifier. Une délégation du Parlement européen est attendue sur le site pour enquêter sur l'usage des crédits faramineux alloués par l'Europe. Un comité unitaire «Stop ITER» s'est mis en place pour faire entendre la voix des opposants au projet. Le NPA en fait tout naturellement partie.

Nous appelons à manifester en direction de la délégation des parlementaires européens lundi 16 mai à 18h30 à Aix-en-Provence devant l'hôtel du Roi-René, et mardi 17 mai à 9h30 à l'entrée du site de Cadarache, où

est basé le projet ITER. Premiers signataires: les Alternatifs, Europe Écologie-Les Verts, le NPA, Mediane.

ERRATUM

Après l'article «Salade lyonnaise» paru dans le n° 100, le bureau du kop du Virage Nord a demandé un rectificatif. En effet, il était indiqué que le kop des Bad Gones faisait l'objet par la Licra d'une demande de dissolution. Or ces faits ne peuvent être, actuellement, avérés (le document a été effacé du site de la Licra). Nous ne pouvons accuser sans preuve. Nous retirons donc la phrase incriminée de l'article.

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CRÉANCIER:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur: 554755

Titulaire du compte

Nom:
Prénom:
Adresse:
Code postal:
Ville:
Mail:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|

N° DE COMPTE
|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

CLÉ RIB
|_|_|_|_|

Date:

Signature: _____

Établissement teneur du compte

Banque:
Adresse:
Code postal:
Ville:

Par chèque, à l'ordre de: NSPAC

2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
 28 euros 56 euros
- Mensuel 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
 20 euros 40 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

100%

C'est l'augmentation des prix des logements anciens en 30 ans alors que les loyers ont augmenté de 30%, selon une note du Centre d'analyse stratégique (CAS). Au cours de la même période, d'après une étude réalisée par le Crédoc, la part des personnes déclarant que leurs dépenses de logement constituaient une « lourde charge », une « très lourde charge » ou une « charge à laquelle ils ne peuvent faire face » est passée de 34% à 49%. Celles qui souffrent le plus de la hausse des dépenses liées au logement sont bien évidemment les catégories modestes et les classes moyennes inférieures. D'après la note du CAS, ces hausses pourraient constituer une « bulle immobilière ».

Attaques contre la santé en Europe. À l'initiative du syndicat polonais Sierpen 80 (août 80), une conférence internationale consacrée à la santé en Europe s'est tenue à Amsterdam les 8 et 9 mai. Étaient présents des représentants de syndicats, d'associations de défense de la santé et de partis politiques, dont le NPA, venus de six pays. Nous y avons fait le point sur l'état des attaques contre les services publics de santé et les privatisations qui s'accroissent dans tous les pays. Des échanges riches basés sur les expériences militantes et les mobilisations ont permis de débattre des moyens pour s'opposer à ces politiques et des réponses à apporter. L'engagement pour faire circuler les informations, se coordonner, organiser des initiatives et se revoir a été pris.

28 000 condamnés à mort ! Depuis plusieurs semaines, un bras de fer se tenait entre le gouvernement et les associations qui s'occupent des étrangers malades. En effet, l'UMP avait décidé de changer la législation qui permettait à un étranger de se faire soigner en France, dès lors qu'il n'avait pas un accès effectif aux soins dans son pays. Dans un premier temps, les sénateurs ont fait échec à ce projet. Mais les membres de l'UMP sont têtus et ont décidé de remplacer la notion d'accès effectif aux soins par celle d'« indisponibilité » du traitement. Cet amendement, qui

paraît anodin, changeait tout, car dans tous les pays des traitements sont disponibles, encore faut-il savoir pour qui et dans quelles conditions. Une fois encore, le Sénat ne suit pas l'Assemblée nationale, mais au final propose une version encore pire, puisqu'il s'agit maintenant de « l'existence » du traitement. La Commission mixte paritaire qui regroupe quatorze parlementaires (députés et sénateurs) s'est réunie le 6 mai et a validé la version du Sénat. Ainsi, selon les chiffres mêmes donnés par celui-ci, ce sont 28 000 étrangers souffrant de pathologies graves (cancers, sida...) qui pourraient être expulsés si le texte est adopté. Seules exceptions, les « circonstances humanitaires exceptionnelles ». Et ce sont les préfets qui décideront...

Non au gaz de schiste ! Les députés devaient se prononcer le mardi 10 mai sur une proposition de loi, présentée par Christian Jacob interdisant l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste dès lors que la méthode de fracturation hydraulique était employée. Une disposition qu'on n'aurait pu qu'approuver si ce n'est que la version finalement présentée aux députés ne concernait que les nouveaux permis d'exploitation et non ceux délivrés depuis deux ans par Jean-Louis Borloo. Par ailleurs, il reviendrait aux industriels de déclarer s'ils vont utiliser cette technique. Et comme tout le monde le sait, on peut leur faire confiance.

On les imagine bien faire une telle déclaration qui selon la loi aboutirait à une non-délivrance du permis d'exploiter. C'est pour cela que mardi matin quelques centaines d'opposants au gaz de schiste se sont rassemblés devant l'Assemblée nationale. Il est probable qu'il faudra encore des manifestations et des mobilisations pour obtenir que l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste soient réellement interdites en France.

Le bitume tue aussi. Après le scandale des cancers provoqués par l'amiante, c'est le bitume qui est maintenant mis en cause. La cour d'appel de Lyon devait se prononcer, le 10 mai, sur la faute inexcusable de l'employeur après le décès d'un ancien employé de Vinci à la suite d'un cancer. Celle-ci s'est finalement déclarée incompétente et a demandé une nouvelle réunion du conseil régional de reconnaissance des maladies du travail, composé de médecins et d'experts, pour déterminer les origines exactes de la maladie. Elle a renvoyé la décision au 29 novembre prochain, les familles devront attendre.

Portugal, même les banquiers. « C'est un programme très dur pour le secteur financier », a affirmé – sans rire – Ricardo Salgado, président de la Banco Espírito Santo (BES), à propos du prêt par l'Union européenne et le FMI de 78 milliards d'euros au Portugal. Autant dire que si les

banquiers s'estiment touchés, ce ne sera pas grand-chose à côté de la population qui va devoir subir le plan. En effet celui-ci prévoit : une réduction des retraites supérieures à 1 500 euros, des coupes dans les dépenses de santé, une hausse de la TVA sur certains produits, une baisse de la durée et du montant des allocations chômage, des réformes de la législation du travail, un vaste programme de privatisations, ainsi qu'un fonds destiné à renflouer... les banques

Les catastrophes, ça coûte cher. Selon un rapport de l'organe de l'ONU chargé de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (UNISDR) publié le 10 mai, les risques de pertes économiques en raison de désastres ne cessent de progresser, faisant peser une menace grandissante sur

les économies mondiales. Ainsi, « la valeur du PIB mondial exposé à des catastrophes comme des cyclones tropicaux a triplé ces dernières années, passant de 525,7 milliards de dollars à 1 580 milliards ». Les pertes pour les pays riches provoquées par des inondations auraient augmenté de 160% en 30 ans, alors même que la population vivant dans des zones inondables a augmenté de 114% durant la même période. Quant aux cyclones, le risque a augmenté de 262% depuis 1980 pour les pays de l'OCDE. Au point que le secrétaire des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé les différents pays à améliorer la prévention de ces fléaux. Espérons que ces chiffres astronomiques parviendront à convaincre les climatosceptiques.

PAS D'EXPULSION sans relogement



Depuis le 18 avril 2011, les familles expulsées de la barre Balzac à La Courneuve en juillet 2010, reprennent le campement sur la place de la Fraternité. Le préfet Lambert, de Seine-Saint-Denis, a décidé brutalement de mettre fin aux hébergements en hôtel. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

NO COMMENT

Je vous confirme, quitte à vous décevoir, que toutes les gesticulations n'ont pas le pouvoir d'inverser le cours de la décision qui est un arbitrage en dernier ressort. Qu'on arrête ces fantasmes...

BERNARD TAPIE, RÉPONDANT À REUTERS SUR LA POSSIBLE MISE EN CAUSE DE L'ARBITRAGE QUI LUI A ATTRIBUÉ 210 MILLIONS D'EUROS.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®